



AFFAIRE DU MATCH ALGERIE-CAMEROUN
La FIFA n'a pas encore examiné la requête de la FAF

P7

BAMAKO ROMPT SES ACCORDS DE DÉFENSE AVEC PARIS

« Atteintes flagrantes à la souveraineté du Mali »

P2

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Mercredi 4 mai 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5529 - 19^e année

AID EL-FITR



Ph : Mourad Sid

Le respect des permanences a encore fait défaut

P4

ABDELMADJID TEBBOUNE

Le Président rassembleur

► **Pouvoir d'achat, emploi et personnes démunies : trois priorités de l'État**

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

JOURNÉE MONDIALE DE LA PRESSE

DÉFENSE DES POSITIONS DE L'ALGÉRIE À L'INTERNATIONAL



Ph : APS

« C'est un devoir national et professionnel », exhorte Bouslimani

P3

ÉDUCATION

« Des enseignants contractuels sans salaire depuis 3 ans »

P4

DESSALEMENT D'EAU

5 nouvelles stations seront réalisées courant de ce mois de mai

P5

BAMAKO ROMPT SES ACCORDS DE DÉFENSE AVEC PARIS ET ACCUSE

« Atteintes flagrantes à la souveraineté du Mali »

Le porte-parole du gouvernement malien, le colonel Abdoulaye Maïga, a annoncé que le Mali rompait les accords de défense signés avec la France, dans un contexte tendu, marqué notamment, par des « atteintes flagrantes » de la France à la souveraineté malienne.



Ph : DR

Les autorités maliennes ont annoncé dans la soirée de lundi, la rupture des accords de défense conclus avec la France et ses partenaires européens, attestant ainsi, l'absence de toute perspective de voir les relations entre Paris et Bamako connaître une autre tendance, que celle de la dégradation. Mettant à exécution une menace brandie les mois passés, les autorités maliennes, ont dans leur annonce de rupture des accords de défense avec l'ex-puissance coloniale, la France, « dénoncé » les Accords de statut des forces (Status of Force Agreements, ou Sofa), conclus, faut-il le rappeler, avant l'arrivée, août 2020, des nouvelles autorités maliennes. Des Accords que Bamako précise que leur cadre juridique fixant la présence au Mali des forces françaises à Barkhane et des forces européennes à Takuba, ainsi que le traité de coopération en matière de défense conclu en 2014 entre le Mali et la France, sont « une atteinte flagrante » à la souveraineté malienne. Lors des tensions entre Bamako et Paris, janvier dernier, marquées par la décision des autorités maliennes d'expulser l'ambassadeur de France, à l'époque déjà, le ministre des Affaires étrangères malien, Abdoulaye Diop avait déclaré, qu'il envisageait de « dénoncer, si nécessaire, le contenu du traité de coopération » entre Paris et Bamako. Décembre dernier, le Mali avait demandé d'introduire des amendements « en faisant valoir que certaines stipulations

étaient selon lui « contraires à la souveraineté nationale ». Dans un communiqué lu à la télévision nationale, par le porte-parole du gouvernement de Mali, le colonel Abdoulaye Maïga, a invoqué les « atteintes flagrantes » de la France, engagée militairement dans le pays depuis 2013, à la souveraineté du Mali, citant, par la même occasion, « l'attitude unilatérale » de Paris, par l'annonce de suspendre en juin 2021 les opérations conjointes entre les forces françaises et maliennes.

« DE MULTIPLES VIOLATIONS DE L'ESPACE AÉRIEN MALIEN ONT ÉTÉ COMMISES PAR LES APPAREILS FRANÇAIS »

Aussi, Bamako a cité, l'annonce en février 2022, par Paris du retrait des soldats français, de la force Barkhane, précisant « encore sans aucune consultation de la partie malienne », avant d'affirmer que « des multiples violations » de l'espace aérien malien ont été « commises par les appareils français » malgré, précise le responsable malien de « l'instauration par les autorités maliennes d'une zone d'interdiction aérienne au-dessus d'une vaste partie du territoire » du pays. Poursuivant son message, le porte parole du gouvernement malien déclare qu'« eu égard à ces insuffisances graves ainsi qu'aux atteintes flagrantes à la souveraineté nationale du Mali », le gouvernement de la République du Mali dénonce le traité de coopération en matière de défense du

16 juillet 2014 », indiquant que les autorités maliennes « ont notifié cette dénonciation dans l'après-midi du 2 mai (lundi : Ndlr aux autorités françaises et elle prendra effet, six mois après cette notification » soit, octobre prochain. En revanche, c'est avec « effet immédiat » que les autorités maliennes dénoncent, les accords, en lien avec la Sofa, conclus en mars 2013, encadrant « l'engagement de la force française Serval, puis Barkhane, ainsi que le protocole additionnel de mars 2020 s'appliquant aux détachements européens de Takuba, le regroupement d'unités spéciales européennes initié par la France », toujours d'après Abdoulaye Maïga.

La dénonciation du Sofa risque d'avoir, faut-il le noter, des répercussions sur le retrait en cours de Barkhane, annoncé, par Le locataire de l'Élysée, Emmanuel Macron, février dernier, soit un mois après, le début du mandat de la présidence française de l'Union européenne (UE), d'autant plus que le retrait de Barkhane est censé s'échelonner sur quatre à six mois. Une force militaire française, déployée au Mali, suite à la dégradation de la situation sécuritaire, au Nord malien, précipitée par l'effondrement de la Libye, suite à l'intervention de l'Otan, dans la crise libyenne, à laquelle a fortement appelé et contribué l'ex-président français, Nicolas Sarkozy. La présence militaire française au Mali ayant été dans le cadre de lutte contre les groupes terroristes,

l'activité criminelle et terroriste a gagné le Niger et le Burkina Faso voisins, et menace, ces dernières années de s'étendre encore plus au sud jusqu'au Golfe de Guinée. Elle a fait au Mali des milliers de morts, dont un nombre important de civils, laissant le pays proche de sombrer dans une pente de non retour. Il est à rappeler, que les décisions de Bamako, depuis août 2020, jusqu'à celle annoncée, dans la soirée de lundi dernier, marquant une rupture, du cadre dans lequel les relations entre Bamako et Paris étaient tracées et entretenues. Il est à rappeler que les autorités françaises ont et continuent, de leur côté, de reprocher aux responsables maliens, de « se rapprocher de la Russie ». Paris, comme ses alliés, notamment Washington et les pays de l'Otan ont été jusqu'à accuser Bamako « de s'être assuré avec les services de la société privée russe Wagner », que Moscou insiste de son côté « sur la distinction entre cette société privée et le gouvernement de la Fédération de Russie ».

Le gouvernement malien quant à lui ne cesse de contester les accusations de Paris et en général des occidentaux, précisant « une collaboration ancienne d'État à État, entre le Mali et la Russie ». Autre fait marquant la dégradation des relations entre le Mali et la France, les accusations du gouvernement malien, la semaine passée, contre l'armée française d'« espionnage » et de « subversion » après la diffusion par l'état-major français de vidéos tournées par un drone à proximité de la base de Gossi (centre) restituée en avril par la France. Deux jours après cette restitution, l'armée française avait, pour contrer ce qu'elle qualifiait d'« attaque informationnelle », publié une vidéo de ce qu'elle a indiqué être des « mercenaires russes en train d'enterrer des corps près de cette base afin de faire accuser la France de crimes de guerre ».

Karima B.

ELLE RELÈVE
L'INTENSIFICATION
DU HARCÈLEMENT CONTRE
LES DÉFENSEURS DES DROITS
HUMAINS

Amnesty International dézingue Le Maroc

L'Organisation non gouvernementale Amnesty International a affirmé que les autorités marocaines avaient intensifié leur harcèlement contre les défenseurs des droits humains ces derniers mois, appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de la militante Saïda Al-Alami. Dans une publication sur sa page Facebook, Amnesty Maroc a appelé les autorités marocaines à « abandonner toutes les charges pesant sur la militante des droits de l'Homme, Saïda Al-Alami et mettre un terme à tous les interrogatoires et procès contre les militants et qui découlent uniquement de l'exercice de leur droit à la liberté d'expression ». « Les autorités marocaines ont intensifié leur harcèlement contre des défenseurs des droits de l'Homme et des militants ces derniers mois », précise Amnesty International, notant qu'« au moins quatre d'entre eux ont été confrontés à des enquêtes criminelles et des poursuites pour des messages critiques sur les réseaux sociaux ». L'ONG souligne, en outre, que la police marocaine avait précédemment arrêté le blogueur, Mohamed Bouzalouf, pour avoir exprimé sa solidarité avec Saïda Al-Alami sur Facebook le 26 mars, relevant que cette publication de solidarité lui a valu une condamnation à deux mois de prison par un tribunal de Ouarzazate, le 4 avril dernier. Deux autres militants, à savoir Abderrazak Boughanbour et Ibrahim Al-Nafii sont concernés par une instruction judiciaire après avoir été convoqués pour un interrogatoire sur la base de publications sur Facebook dans lesquelles le premier a appelé à participer à une manifestation, tandis que le second a appelé au boycott de l'achat de carburant, poursuit Amnesty International. À cet égard, l'ONG a appelé les autorités marocaines à « mettre fin aux procès contre les militants ayant critiqué des personnalités publiques, des responsables étatiques ou des institutions de l'État, et veiller à ce que les gens jouissent de la liberté d'exprimer leurs opinions sans crainte de représailles », mettant l'accent sur la nécessité de « révoquer toutes les condamnations prononcées dans le cadre d'insultes à des fonctionnaires ». Vendredi, un tribunal de Casablanca a condamné Saïda Al-Alami à deux ans de prison, assortis d'une amende de 5 000 dirhams (environ 470 euros). La militante marocaine a été arrêtée le 23 mars, sur fond de publications dans lesquelles elle dénonçait publiquement le harcèlement policier à son encontre et critiquait la répression visant les journalistes et militants. Le collectif Femmes marocaines contre la détention politique, dont elle est membre, avait demandé sa libération, estimant que « son arrestation était due à ses opinions politiques ».

R.I.

LE PRÉSIDENT BRAHIM GHALI

« Le peuple sahraoui poursuivra sa lutte jusqu'au recouvrement de sa souveraineté nationale »

Le président de la République arabe sahraoui démocratique, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a affirmé que l'occupant marocain « poursuit ses exactions et sa politique de répression contre les civils sahraouis depuis la reprise de la lutte de libération armée », soulignant que le peuple sahraoui « est déterminé à poursuivre sa lutte pour le recouvrement de sa souveraineté sur l'ensemble de ses territoires ». Dans un message adressé à l'occasion de l'Aid El-Fitr aux prisonniers politiques sahraouis du groupe Gdeim Izik et à tous les détenus et militants, dont la militante Sultana Khaya, le président sahraoui a souligné que le peuple sahraoui célèbre, cette année, l'Aid El-Fitr dans un contexte exceptionnel notamment après la reprise de la lutte armée depuis le 13 novembre 2020 et au moment où l'occu-

pant marocain « poursuit ses exactions et sa politique de répression contre les civils sans défense ». Les souffrances continues de la militante Sultana Khaya et de sa famille en raison du système politique colonial marocain dans les territoires occupés, du Sahara occidental « témoignent de cette orientation hostile » de Rabat, visant, poursuit le SG du Front Polisario « à imposer le fait accompli, briser la volonté des Sahraouis et faire taire leur voix pour semer la terreur au sein de leurs rangs », a relevé, le président de la RASD, Bahim Ghali. Évoquant également, dans son message, l'épopée du camp populaire pacifique des Sahraouis du Gdeim Izik, le président sahraoui affirme que cette mobilisation en a été « un exemple d'héroïsme et de défi du peuple sahraoui dans les territoires occupés et le sud du Maroc ». Poursuivant, il dira que

« tous ces faits constituent une partie indissociable du combat du peuple sahraoui où qu'il se trouve » précise-t-il, un combat pour la dignité, la liberté et l'indépendance, « soutenu par un élan national en faveur de l'action sur le terrain de l'Armée populaire de libération sahraouie ». À travers ce combat global et continu, poursuit le président sahraoui, Brahim Ghali « le peuple sahraoui poursuit avec détermination et résilience sa lutte juste et sa résistance en restant mobilisé autour des principes et objectifs de son seul et unique représentant, le Front Polisario jusqu'au recouvrement de la souveraineté de son État sur l'ensemble de ses territoires » a soutenu le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, dans son message au peuple sahraoui, à l'occasion de la fête de l'Aid El-fitr.

R.I.

PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT, PRÉSERVATION DES EMPLOIS ET PRISE EN CHARGE DES DÉMUNIS

Trois priorités présidentielles

Dans un message adressé aux travailleurs algériens à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs (1er mai), lu en son nom par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a indiqué que la protection du pouvoir d'achat, la préservation des emplois et la prise en charge sociale demeureront parmi les priorités auxquelles un intérêt particulier est accordé et pour lesquelles toutes les ressources financières possibles seront mobilisées, notamment au profit de la classe moyenne, les catégories à revenu limité et les couches démunies.



Ph : DR

consolider les acquis réalisés en moins de deux ans, et ce, par fidélité à son engagement de veiller à la protection des droits des travailleurs et la préservation de leurs acquis socioprofessionnels.

« En sus de la suppression de l'impôt sur le revenu au profit des catégories à revenu limité, la révision du point indiciaire, la création de l'allocation chômage et l'augmentation des pensions de retraite, la réflexion restera tout le temps tournée vers

l'élargissement des champs d'absorption de nos enfants chômeurs », a assuré le président Tebboune.

La démarche entreprise pour la levée du gel sur les projets d'investissement qui a permis la création à ce jour de 33 171 emplois, ainsi que la détermination à insérer d'importantes catégories parmi les titulaires de contrats de pré emploi, sont autant d'indicateurs consacrant le caractère social de l'Etat, et de preuves de cette forte volonté à prendre en charge progressivement les aspirations des citoyennes et citoyens pour une vie digne et un cadre de vie convenable, a ajouté le président de la République.

Il a appelé l'ensemble des organisations syndicales à mesurer l'ampleur de leurs responsabilités à l'égard des travailleuses, des travailleurs et des entreprises, et du rôle qui leur incombe pour garantir la stabilité sociale, le développement de la production, l'augmentation du rendement, et une adaptation continue aux mutations socio-économiques, d'autant que les tensions dans le monde nous interpellent à faire preuve de détermination et à remporter l'enjeu des défis du développement durable, de la numérisation et de l'économie de la connaissance.

APS

Ania nch

ABDELMADJID TEBBOUNE

Le Président rassembleur

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a été élu par les Algériens désireux de voir l'avènement d'une nouvelle Algérie, est un président rassembleur. Durant sa campagne, il a rassemblé les jeunes et la société civile. Le président Tebboune, dont l'élection constitue la première alternance démocratique de l'histoire de l'Algérie, a été élu par tous ces Algériens qui rêvent d'une nouvelle Algérie. Abdelmadjid Tebboune, est un Président qui s'est toujours nourri du débat qui agite la société. Sa main est tendue en permanence à tous, sauf à ceux qui ont franchi les lignes rouges et qui ont largué les amarres avec leur patrie. Le président Tebboune, n'est pas clivant, bien au contraire. Que ceux qui sont restés sur le rivage, sur la berge ou sur le bord de la route, ou qui se sentent marginalisés, sachent que la nouvelle Algérie leur tend les bras pour ouvrir une nouvelle page. Le mot exclusion est banni du lexique du président de la République qui met toute son intelligence pour rassembler des personnes et des parties qui ne pouvaient pas s'entendre par le passé. L'Algérie, qui a un peuple héroïque très uni dans toute sa diversité, a besoin de tous ses enfants pour fêter tous ensemble, le 60e anniversaire de l'Indépendance.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Le regard des observateurs

La célébration, le 3 mai, de la Journée mondiale de la liberté de la presse est l'occasion de souligner, à chaque fois, le rôle irremplaçable des médias professionnels dans la diffusion d'une information de qualité, vérifiée et fiable, produite en respectant les fondamentaux, éthiques et déontologiques, du métier de journaliste. En Algérie, un des engagements pris par le président Abdelmadjid Tebboune est de réaliser la liberté de la presse et sa pluralité et d'assurer le respect du professionnalisme de la scène médiatique et sa protection contre toute forme de déviation. Cette journée donne l'opportunité d'écouter les avis des observateurs du paysage médiatique national sur le degré de liberté de la presse algérienne et sur sa pratique en respect des règles de l'éthique et de la déontologie. La déontologie et l'éthique professionnelles, tout comme la responsabilité, qui est un élément constitutif de l'indépendance de la presse, sont des balises sûres pour éviter de sortir du métier de journaliste. C'est ce que souligne

l'universitaire Bendriss Ahmed, professeur des sciences de l'information et de la communication à l'université Oran1 Ahmed Ben Bella, cité par l'APS, qui pense que le respect de l'éthique dans le travail journalistique est un élément essentiel pour augmenter la performance des médias et gagner la confiance du citoyen.

Il estime que l'éthique de la profession est comme un "guide" pour le journaliste et sert également de "directives internes pour ses décisions dans diverses situations et sujets auxquels il est confronté dans son travail professionnel". Il s'agit, a-t-il souligné, d'un ensemble de comportements positifs et l'exercice d'un certain nombre de devoirs et de droits visant à contrôler la profession des médias en établissant un équilibre dans les couvertures médiatiques, en respectant la vie privée des individus et en prenant soin des intérêts généraux de la société.

De son côté, le Dr Bouteraâ Abderezzak, maître de conférences à la faculté des sciences

de l'information et de la communication de l'université de Khémis Miliana, cité lui aussi par l'APS cité, plaide pour l'augmentation du volume horaire consacrée à la formation pratique de l'étudiant en journalisme. La formation est importante sachant le rôle de la presse dans l'ancrage social de la démocratie, et sa contribution également à la moralisation de la société en participant à la lutte contre la corruption et en offrant aux citoyens la possibilité d'exercer leur contrôle populaire sur les dépenses publiques et les services publics de base.

LA «LIBERTÉ D'EXPRESSION» EN OCCIDENT

La Journée mondiale de la liberté de la presse donne l'occasion de regarder ce qui se passe ailleurs. Tous les ans, la Journée mondiale de la liberté de la presse permet de célébrer les principes fondamentaux de la liberté de la presse, d'évaluer la liberté de la presse à travers le monde, de défendre l'indépendance des médias et de rendre hommage aux journalistes qui ont perdu la

vie dans l'exercice de leur profession. Parmi les masques des Occidentaux que les divers conflits font tomber, il y a celui de la liberté d'expression. La guerre en Ukraine en donne une illustration éloquent. Dès le 27 février, la chaîne de télévision russe Russia Today (RT) et l'agence d'informations Sputnik ont été interdites dans plusieurs pays occidentaux. Une mesure contraire à la liberté d'expression. La place est laissée aux fake news qui font une intrusion fracassante, sans la possibilité d'avoir l'autre version, la vraie, des faits. Et surtout, comment peut-on parler de respect de la liberté de la presse et de défense des journalistes, et se taire sur le sort de 300 journalistes palestiniens détenus dans les geôles de l'entité sioniste (selon le club des détenus palestiniens)? « Deux poids, deux mesures », c'est la règle à laquelle s'accrochent non seulement les responsables politiques des pays alliés de l'entité sioniste mais aussi certaines ONG de défense de la liberté de la presse et des journalistes.

M'hamed Rebah

DÉFENSE DES POSITIONS CONSTANTES ET PONDÉRÉES DE L'ALGÉRIE À L'INTERNATIONAL

Bousslimani pointe un devoir national et professionnel des médias

Le ministre de la Communication, Mohamed Bousslimani, a indiqué à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse que la presse publique et privée était appelée à mettre en avant les positions "constantes et pondérées" de l'Algérie aux plans régional et international, notamment au regard des enjeux actuels et des défis découlant des tiraillements internationaux. Dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, Bousslimani a précisé, lundi, que "par devoir national et professionnel, la presse publique et privée est appelée à mettre en avant les positions constantes et pondérées de l'Algérie aux plans régional et international, notamment au regard des défis actuels et des enjeux découlant des tiraillements internationaux". À la veille de la célébration du 60e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, la presse nationale, dira le ministre, « est appelée tout particulièrement à mettre en exergue les réalisations sans précédent de l'État dans divers domaines, notamment en faveur de la protection et du renforcement des droits des citoyens, comme en témoignent les récentes décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans leurs dimensions sociale et économique », a ajouté le ministre de la Communication. La liberté de la presse "a été consolidée par de nombreux acquis comme les nouvelles technologies qui ont facilité la communication en temps réel et l'accès aux sources d'information, mais sont devenues, en même temps, de dangereux outils utilisés pour porter atteinte à la vie privée des personnes et à la sécurité, la souveraineté et la stabilité des États", a estimé Bousslimani, soulignant que l'Algérie qui est, selon des rapports internationaux, parmi les pays les plus exposés aux guerres de quatrième génération et aux cyberattaques, "reste engagée à protéger la liberté de la presse et les droits des journalistes et assimilés grâce au soutien de l'État".

Un soutien qui, a-t-il dit, "se manifeste sous diverses formes, dont la consécration par le Président Tebboune de la culture de la communication directe avec les citoyens à travers les réseaux sociaux et ses rencontres périodiques avec les journalistes et les représentants de la presse". Ce soutien se manifeste aussi par "des garanties solides de protection et de promotion de la liberté de la presse, notamment à travers les principes énoncés dans la Constitution, le renforcement du système législatif y afférent et l'accompagnement matériel de nombreux médias, y compris privés", a ajouté Bousslimani. Selon le ministre, la réussite de ces efforts "est tributaire de la conscience du journaliste quant à son rôle actif à fournir de manière professionnelle l'information au citoyen et éviter les fake news relayés par les ennemis de l'Algérie, un pays attaché à ses principes internationaux et déterminé à réaliser un développement à la hauteur de sa position exceptionnelle". "Ce rôle dont la famille de la presse nationale n'a eu de cesse de jouer à travers les différentes étapes de son parcours professionnel, se confirme aujourd'hui dans un contexte de forte concurrence médiatique internationale exigeant un positionnement quantitatif et qualitatif fort afin de contribuer à la réussite du programme de l'Algérie Nouvelle et des importantes manifestations régionales que notre pays accueillera prochainement", a assuré le ministre. À cette occasion, Bousslimani a adressé ses meilleurs vœux à la famille de la presse nationale, saluant son rôle dans la promotion de la profession et l'accompagnement de la politique d'édification nationale et de défense des causes justes à travers le monde. Il a souligné, dans ce sens, que ce jour, "une halte d'évaluation et d'exploration des perspectives et opportunités de soutien de la liberté de la presse", constitue également "une opportunité pour s'incliner à la mémoire des journalistes qui ont sacrifié leur vie pour défendre les valeurs et l'éthique de la profession". Le ministre de la Communication a mis l'accent sur le souci de son secteur à "consacrer une approche participative pour la promotion de la profession de journalisme, et ce, dans le respect de l'éthique et de la déontologie de la profession reposant essentiellement sur la liberté et la responsabilité".

R. N.

AÏD EL-FITR

Le respect des permanences a encore fait défaut

À en croire le bilan du ministère du Commerce, le dispositif de permanence des commerçants a été respecté à 99,93%, le premier jour de l'Aïd El-Fitr sur tout le territoire national, selon le communiqué du département ministériel de Kamel Rezig.



Ph : Mourad Sid

Le constat sur le terrain, révèle le contraire du bilan. Ils ont été très nombreux les commerçants à enfreindre les instructions par le maintien de leurs rideaux baissés, laissant les citoyens dans l'incapacité à pouvoir s'approvisionner et d'autres à faire des kilomètres pour tomber sur un commerce ouvert. Dans un communiqué rendu public, hier, le département de Kamel Rezig parle d'un dispositif de permanence respecté à 100% à Alger, de 99,98% à Sétif, de 99,95% à Annaba, de 99,83% à Batna, de 100% à Béchar, de 99,96% à Oran, et de 100% à Ouargla. Mais force est de dire que ces chiffres sont loin de refléter la réalité du terrain car durant ces deux jours de l'Aïd El-Fitr, la capitale ressemblait plutôt à une ville morte où aucune activité commerciale n'a été assurée. À l'exception de quelques-uns, la majorité des commerces ont maintenu leurs rideaux baissés

sur les 50 000 appelés à assurer la permanence. Les citoyens ont été encore une fois contraints de parcourir des kilomètres à pied pour faire leurs emplettes en produits nécessaires. Il est à noter, d'ailleurs, que même les transports en commun, incluant bus et taxi, étaient aux abonnés absents notamment au premier jour de l'Aïd. Tout cela pour dire que le ministère du Commerce peine à faire respecter ses décisions et ses plannings et cela pas uniquement durant l'Aïd mais même durant le mois sacré de Ramadhan où l'on assiste depuis plusieurs années à une folle augmentation des prix et une mainmise des spéculateurs en dépit de toutes les mesures et dispositions prises pour faire face à ce phénomène. Les commerçants ont encore une fois été indécents, car en plus de ne pas respecter

les prix fixés, provoquer des pénuries en recourant au stockage des produits, ces derniers refusent d'assumer leur responsabilité durant les périodes de fêtes en laissant des citoyens en plomb et livrés à eux mêmes. À rappeler que 49 853 opérateurs économiques ont été mobilisés dans le cadre de la permanence de l'Aïd El-Fitr pour garantir aux citoyens un approvisionnement régulier des matières de large consommation et lui assurer les services nécessaires.

«DES COMMERCES OUVERTS MAIS PRAQUEMENT VIDES»

Pour le président de l'Association nationale de protection et d'orientation des consommateurs (APOCE), Mustapha Zebdi, les permanences de l'Aïd ne sont qu'une formalité

pour la plupart des commerçants. Selon lui, même si la permanence était respectée, le problème se trouve au niveau de la disponibilité des produits, d'autant que l'Aïd a été célébré après le week-end. Pour Zebdi, beaucoup de commerçants ne se sont pas approvisionnés en produits essentiels tels que les fruits et légumes. « Les commerçants ouvrent leurs boutiques seulement pour éviter les sanctions, mais sans pour autant proposer les produits nécessaires » a relevé la même source. D'autre part, Zebdi a tenu à rappeler que le mois sacré de Ramadhan a été marqué par « une augmentation sans précédent des produits de large consommation ». Une situation accentuée par une pénurie ayant touché l'huile, la semoule et le lait, que le ministère du Commerce n'a pas réussi ni à atténuer ni à régler.

Ania Nch

Ania Nch

LE MESSAGE DE SAÏD CHENGRIHA AUX ÉLÉMENTS DE L'ANP :

« Pour que l'Algérie se tienne toujours debout »

Le général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a appelé, les éléments de l'ANP à déployer les efforts pour préserver « la disponibilité opérationnelle et maintenir la sécurité, la quiétude et la stabilité dans le pays ». Dans un message de vœux adressé, dimanche, aux éléments de l'ANP à l'occasion de l'Aïd El-Fitr, le général de Corps d'Armée, Saïd Chengriha a appelé "tous les éléments de l'armée déployés dans tout le pays, à consentir des efforts en vue de préserver la disponibilité opérationnelle à de hauts niveaux et de poursuivre avec résilience et persévérance vos efforts louables et fructueux pour maintenir la sécurité, la quiétude et la stabilité dans notre pays ». Le général de Corps d'Armée a formé le vœu de voir cette occasion une opportunité pour tirer du mois de Ramadhan "tous les enseignements, les belles significations et les valeurs nobles devant renforcer les valeurs de solidarité et de cohésion de notre vaillant peuple en l'incitant à s'allier autour du projet d'édification de l'Algérie nouvelle, une Algérie forte avec ses enfants et leurs capacités sans limites dans tous les domaines et spécialités, ces énergies qui ont fait la gloire de notre nation à travers sa longue histoire et jeté

les bases de son avenir prometteur par la bénédiction des valeurs de la Glorieuse guerre du premier novembre et des sacrifices de nos valeureux chouhada". Le Chef d'état-major de l'ANP a appelé à se recueillir à la mémoire des chouhada de l'Algérie "grâce auxquels nous jouissons aujourd'hui de la liberté, l'indépendance

et la souveraineté" ainsi qu'à "la mémoire des chouhada du devoir national tombés en martyr pour que l'Algérie se tienne toujours debout, glorieuse et protectrice de sa souveraineté et de son unité territoriale et populaire".

R. N.

APRÈS DEUX ANS DE LA CRISE ÉPIDÉMIQUE Les Algériens passent enfin un Aïd dans la convivialité

Après avoir été, tout au long de deux ans, appelés à la grande vigilance et au respect strict des gestes de prévention contre la pandémie du Covid19, les Algériens ont pu cette année célébrer la fête de l'Aïd el Fitr en toute sérénité suite à la levée de toutes les mesures barrières en raison de la baisse significative des cas de contamination et l'absence de décès à la maladie.

Les Algériens ont donc

retrouvé toutes les habitudes et coutumes pour lesquelles sont connues les fêtes religieuses dont celle de l'Aïd. La levée des mesures barrières leur a permis de se retrouver en famille sans avoir peur de se faire contaminer ou de transmettre le virus aux autres. Il a été, en outre, question d'accomplir la prière de l'Aïd el Fitr dans les mosquées de la République le plus normalement du monde, avec l'ouverture des points d'ébulli-

tion. D'ailleurs, les hauts responsables de l'État ont pu accomplir ce rituel en présence de nombreux fidèles. La joie a été également palpable chez les enfants qui ont pu profiter de ces jours de fête, d'autant que le soleil en dépit des nuages a été quand même au rendez-vous, ce qui leur a permis de sortir s'amuser et défiler avec leurs nouveaux habits parmi leurs semblables.

Ania Nch

ÉDUCATION

« Des enseignants contractuels sans salaire depuis 3 ans »

À en croire les propos du Président de l'organisation nationale des enseignants de l'éducation, Boujemâa Chihoub, plusieurs enseignants contractuels du secteur n'ont pas perçu leur salaire depuis trois ans. Dans un post, publié sur sa page facebook, à la veille de la célébration de l'Aïd el-Fitr, mais surtout à l'occasion de la journée internationale des travailleurs, Chihoub a qualifié de catastrophique la situation de cette catégorie d'enseignants qui continuent d'être marginalisée en dépit des instructions du président de la République de les prendre en charge. Selon le syndicaliste, plusieurs enseignants contractuels dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, n'ont en effet pas été payés tout au long de trois années, ce qui les a contraints à s'endetter durant toute cette période pour subvenir à leurs besoins. La situation socioprofessionnelle s'est davantage, dégradée, a ajouté la même source, suite à l'érosion du pouvoir d'achat et la hausse des prix de produits de large consommation. Devant cet état de fait, Boujemâa Chihoub a interpellé le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed l'appelant à agir très vite et mettre fin à la tourmente de ces enseignants qui ne savent plus à quel saint se vouer.

Ania Nch

ALLOCATION CHOMAGE

Un budget de plus de 80 milliards DA alloué pour 2022

Un budget de plus de 80 milliards de dinars a été alloué par l'État au titre de contribution au dispositif de l'allocation chômage en 2022, en vertu d'un décret présidentiel paru au Journal officiel (N 27). Signé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le 12 avril en cours, ce décret (n 22-158) porte sur la création d'un chapitre et transfert de crédits au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Selon le décret, il est créé, au sein de la nomenclature du budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, un chapitre n 44-13 intitulé Contribution au dispositif allocation chômage. Dans ce cadre, il est ouvert, sur 2022, un crédit de 80,228 milliards de DA applicable au budget de fonctionnement du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Le ministre des Finances et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de ce décret. Pour rappel, la décision de création d'une allocation chômage, prise par le président de la République, permet aux demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) de bénéficier d'une allocation mensuelle de 13.000 DA et d'une couverture sociale à travers la carte Chifa.

Ania Nch

DÉSSALEMENT D'EAU

5 nouvelles stations seront réalisées courant de ce mois de mai

Cinq stations de dessalement d'eau de mer, dotées chacune d'une capacité de production de 300.000 m³ d'eau/jour, seront lancées en réalisation courant de ce mois de mai à l'échelle nationale.

Selon le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, qui s'est exprimé samedi dernier depuis la wilaya de Tipaza, l'Algerian Energy Company (AEC) relevant du groupe Sonatrach se chargera de la réalisation des cinq stations de dessalement d'eau de mer au cours du second semestre 2022, avant le lancement du projet de la station de Fouka 2, d'une capacité de production de 300.000 m³, au cours de la première semaine de mai prochain. Le ministre a souligné, à ce titre, l'engagement pris par le wali de Tipaza, Aboubakr Seddik Boucetta, de faciliter toutes les procédures d'installation de l'entreprise de réalisation, d'autant plus qu'il n'y a aucun problème du fon-



Ph: DR

cier, a-t-il ajouté, précisant que le lancement du reste des projets se poursuivra à Oran, Boumerdès, El Tarf et Bejaïa au cours du second semestre de l'année en cours. Assurant que l'Algerian Energy Company procède, actuellement, aux dernières retouches pour le lancement des chantiers de ces cinq mégaprojets, dotés d'une importance stratégique pour le pays, Mohamed Arkab a insisté, devant les responsables de l'AEC, sur l'impératif, pour ces derniers, de respecter les nouvelles normes,

dans l'exécution de leurs tâches, tout en œuvrant à trouver des solutions techniques pour éviter les arrêts de production, lors des travaux de maintenance.

« LA SÉCURITÉ HYDRIQUE EST ASSURÉE »

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique a révélé, pour sa part, que la réserve d'eau actuellement disponible est suffisante pour assurer la sécurité hydrique à l'échelle nationale, grâce notamment aux chutes pluviales importantes

enregistrées qui s'ajouteront aux eaux produites par les stations de dessalement d'eau de mer, susceptibles d'assurer un été tranquille.

« L'Algérie a adopté une stratégie pour la réalisation des stations de dessalement d'eau de mer en vue de garantir la production d'eau et assurer son autonomie grâce aux eaux des barrages, a ajouté le ministre, notant que ces cinq stations futures vont permettre de porter les capacités de mobilisation des eaux de mer dessalées à 42 %, contre seulement 17% actuellement. Hasni a également signalé une prévision de porter ce taux (42%) à pas moins de 60% à l'avenir, grâce à la concrétisation d'un 2ème programme supplémentaire portant réalisation de six autres stations. L'Algérie compte actuellement 14 stations de dessalement d'eau de mer opérationnelles, dont le nombre sera porté à 19, après l'entrée en exploitation des projets programmés, à partir de 2024. Un nombre appelé à la hausse après la concrétisation du 2ème programme des six autres stations, dont la mise en service future va réduire sensiblement la dépendance aux eaux des barrages et souterraines, est-il escompté.

Ania Nch

ILS SONT 22 628 À ÊTRE ENREGISTRÉS RIEN QU'À ALGER

De plus en plus d'artisans dans la sphère économique

Les artisans activant dans la capitale sont de plus en plus nombreux à intégrer le circuit formel afin d'assurer la pérennité de leurs activités et préserver ainsi le patrimoine culturel national, a fait constater le directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers d'Alger (CAM). Outre la couverture sociale et l'éligibilité aux crédits bancaires, les artisans inscrits au niveau des chambres peuvent bénéficier de formations dans les domaines ayant trait à la gestion de leurs micro-entreprises et la commercialisation de leurs produits, a expliqué, à l'APS, M. Mourad Saïdani, directeur de la Chambre. Parmi les modules dispensés par la chambre au profit des artisans, M. Saïdani a cité notamment la comptabilité, le marketing ainsi que le design qui permet aux artisans d'adapter leurs produits aux besoins du marché tout en gardant la touche traditionnelle. "En plus de l'accompagnement des artisans et le développement de leurs compétences en matière de vente et de gestion, nous avons également le souci de sauvegarder ce patrimoine culturel national qui se transmet de génération en génération au niveau des foyers et des ateliers familiaux", a-t-il assuré. À ce titre, il a cité le tissage, la tapisserie, la broderie à la main, la dinanderie, la poterie et bien d'autres activités traditionnelles qu'il "faudrait absolument pérenniser et protéger" face à la concurrence des produits industriels importés. "Nous avons même l'espoir de ressusciter l'apprentissage de ces métiers au niveau des centres de formation professionnelle", a-t-il ajouté. Abondant dans le même sens, le Chef de service du registre de l'Artisanat et des métiers de la Chambre d'Alger, Fayçal Raki, a souligné, à l'APS, l'intérêt croissant des artisans à travailler dans la légalité pour évoluer dans leurs métiers et sortir de la précarité. "Actuellement, la chambre compte 22 628 artisans", a-t-il déclaré, estimant que ce chiffre est en évolution. Au premier trimestre 2022, le nombre de cartes d'artisan délivré par la CAM s'est accru de 18,2%, par rapport à la même période de 2021, avec 780 nouveaux artisans inscrits, selon le même responsable. "Les artisans activant dans la confection du pain traditionnel viennent en tête de liste avec 109 inscrits, suivis des couturiers spécialisés dans les tenues traditionnelles avec 79 inscrits", a-t-il détaillé. En 2021, le nombre d'artisans enregistrés au niveau de la CAM avait évolué de 18% par rapport à l'année d'avant, en passant de 1148 à 1403 artisans, a indiqué M. Raki. À propos des artisans qui possèdent un savoir-faire mais qui n'ont pas de diplôme, généralement des personnes ayant appris sur le tas ou hérité le métier de leur parents, il a souligné que la CAM, avant de leur attribuer la carte d'artisan, les soumet à l'appréciation de son comité de qualification pour une reconnaissance de leur acquis professionnels. Les moins performants sont alors orientés vers des centres de formation. Parmi les artisans rencontrés à la CAM, Samir, un diplômé de l'école d'horticulture du jardin d'essai d'El-Hamma.

R. S.

BILAN OPÉRATIONNEL DE LA PROTECTION CIVILE

153 morts et 4537 blessés durant le mois de Ramadhan

Les dernières 72 heures, les unités de la Protection civile ont enregistré 5696 interventions, à travers le pays, dans les différents types d'accidents, notamment suite à des appels de secours, en raison d'accidents de la circulation, domestiques et d'évacuations sanitaires ainsi que d'extinction d'incendies. Les services de la Protection civile ont déploré, dans leur bilan d'activité, durant les 72 heures passées, soit du 30 à hier, 3 mai, la mort d'une fillette de 2 ans asphyxiée par le gaz de ville à l'intérieur du domicile familial, à Chlef et 14 victimes dans des accidents mortels sur nos routes. Le bilan le plus lourd en terme de nombre de décès concerne la wilaya de Bouira, qui compte trois personnes décédées, suite à un accident

de circulation survenu, le premier jour de l'Aïd et plus de 600 blessés lors des 477 interventions effectuées durant cette période. Pour rappel, le bilan final des accidents de la circulation pour le mois de Ramadhan est de 153 personnes décédées et 4537 autres blessées avec un total de 3722 interventions effectuées par nos services. Par ailleurs, durant les dernières 72 heures nos secours sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 20 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffage et chauffe bain à l'intérieur de leurs domiciles à travers plusieurs wilayas du territoire national, les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées vers les structures sanitaires locales. A noter,

les services de la Protection civile ont procédé à l'extinction de six incendies urbains et divers à travers les wilayas de M'sila, Boumerdès, Mila, Bordj Bou Arréridj, Constantine et Ouargla, l'incendie le plus important a été enregistré au niveau de la wilaya de Constantine, il s'agit d'une explosion de gaz suivie d'un incendie déclaré dans une boulangerie à la cité 629 logements sise la nouvelle ville d'Ali Mendjeli commune d'El Khroub ayant causé 13 personnes atteintes de brûlures et différentes blessures traitées par nos secours sur les lieux puis transférées vers l'hôpital local, notre intervention a permis de circonscire ces incendies et d'éviter leurs propagations à d'autres lieux mitoyens.

A. Mounir.

RAPPORT ANNUEL DE LA COSOB

Le nombre de titres échangés sur le marché boursier en hausse de +178%

La valeur des transactions sur le compartiment d'actions de la Bourse d'Alger a progressé de 63% en 2021, confirmant la reprise de l'activité sur le marché, mais demeure en deçà de son niveau de l'avant la pandémie, selon le rapport annuel de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob).

Les échanges sur le compartiment d'actions ont atteint 127,907 millions de dinars (DZD), contre 78,458 millions DZD en 2019, loin des 248,990 millions DZD enregistrés en 2019 et 205,797 millions DZD en 2018. Cette activité, souligne la Cosob, a été boostée notamment par les échanges sur les titres Biopharm qui occupe à lui seul, 53% des transactions sur le marché et sur Alliance Assurances avec 30% des échanges sur le marché. Quant au nombre de titres échangés sur le marché, il a augmenté de +178% après une baisse historique de -64,8%, en 2020. En 2021, quelque 244.399 titres ont été échangés confirmant la reprise de l'activité sur le marché, après 87.796

titres échangés en 2020, 249.696 titres en 2019 et 225.405 en 2018. Toutefois, "la reprise de l'activité en 2021 n'a pas permis de couvrir les pertes enregistrées pendant l'année 2020 en raison de la pandémie qui a divisé l'activité par 3 pour les échanges en valeur et par 2,84 pour les échanges en volume", explique la Cosob. Les échanges en volumes ont porté, principalement, durant l'année écoulée sur le titre Alliance Assurances avec 61% des actions échangées, marquant un regain d'intérêt à son égard, qui peut être expliqué par son prix abordable et par la politique de dividendes incitative adoptée par la société, selon le rapport. Le titre Biopharm vient en deuxième position en termes de échanges en volume avec 22% de la part du marché, suivi de par celui de Sidal (14%) et le titre de la chaîne EGH El Aurassi (3%). La Cosob indique, par ailleurs, que le nombre des opérations d'échange s'est élevé à 219 transactions contre 179 transactions en 2020, 434 en 2019 et 440 en 2018. "Le nombre peu important des transactions sur le

marché témoigne de la faiblesse de la Bourse d'Alger et du peu d'engagement qu'elle suscite auprès des opérateurs publics et privés", note l'autorité dans son rapport. S'agissant du compartiment des PME de la Bourse d'Alger, le titre AOM Invest n'a enregistré aucune transaction sur des actions anciennes, hormis les augmentations de capital au profit de ses actionnaires historiques. Ce compartiment compte une seule entreprise cotée depuis le 12 décembre 2018, admise avec inscription directe, suite au placement de 10% de son capital auprès d'investisseurs institutionnels.

LA CAPITALISATION BOURSIÈRE GLOBALE DE LA PLACE D'ALGER S'ÉLÈVE À 45,640 MILLIARD DZD AU 31 DÉCEMBRE 2021

S'agissant du marché des obligations, celui-ci, selon le rapport en question, n'a pas connu de nouvelles introductions en 2021. La dernière émission d'emprunt obligataire coté en Bourse, remonte à l'année 2009 et l'échéance du dernier emprunt obli-

gataire cotée remonte à 2016. Sur le marché obligataire institutionnel (hors Bourse), quatre emprunts obligataires sont en circulation au 31 décembre 2021 dont l'encours global s'élève, à 162,4 milliards DZD contre 163,8 milliards de dinars à la fin de l'année 2020, (-1,4 milliards DZD). Par ailleurs, le marché des obligations assimilable du Trésor (OAT) a enregistré à la fin de l'année 2021, 30 lignes OAT cotées en Bourse. L'encours global des OAT s'élève à 512,647 milliards DZD en 2021 contre 518,985 milliards DZD en 2020, soit une baisse de l'ordre de -1,2% sur un an. Le montant émis au courant de l'année se situe autour de 23,45 milliards DZD contre 52,626 milliards DZD, soit une baisse de -55,43% sur un an. Pour sa part, le montant des OAT qui arrive à échéance en 2021 s'élève à 34,094 milliards DZD, indique le rapport. La capitalisation boursière globale de la place d'Alger s'élève à 45,640 milliard DZD au 31 décembre 2021. Comparativement à la même période de l'année 2020, la Bourse d'Alger a gagné 6,43% de sa capitali-

sation en 2021 après avoir perdu 10% entre juillet 2019 et décembre 2020. Cette amélioration est justifiée par la reprise de l'activité des sociétés cotées et la pression sur la demande des titres sur deux titres en particulier, Biopharm et Alliance Assurances, selon le document.

Comparativement au PIB, la capitalisation boursière représente moins de 0,5% du PIB en 2021 : "Ces chiffres renseignent sur la contribution insignifiante de la Bourse d'Alger dans le financement de l'économie", souligne la Cosob. Durant l'année 2021, la Commission n'a pas délivré de visa pour l'émission des emprunts obligataires. De même, aucune obligation n'a été admise à la cote officielle de la Bourse d'Alger. La commission a octroyé, sous réserve, son visa au projet de notice d'information de la société S. Five portant sur une opération d'augmentation de capital social par appel public à l'épargne, par un placement préalable sur le marché primaire auprès des investisseurs institutionnels.

R. E.

DANS LE NORD DE L'IRAK

La reconstruction à la peine, huit ans après l'EI

Dans le dialecte irakien "makou" signifie "rien". Issa dit beaucoup "makou": "pas d'électricité, pas de maison". Huit ans après de violents combats entre le groupe Etat islamique (EI) et l'armée, la reconstruction de son village dans le nord de l'Irak est au point mort. Issa al-Zamzoum vit à Habach, un bourg planté à 180 km au nord de Bagdad.

Avec sa femme, Oum Warda, et leurs cinq enfants, il occupe une bâtisse en béton dont une partie du toit s'est effondrée pendant les combats en 2014, mais ne s'est pas désolidarisée du reste de la structure. Dans une pièce, une poule surveille ses poussins. Dans une autre, des matelas crasseux sont entassés contre le mur.

Cette maison n'appartient pas à M. Zamzoum, 42 ans, car la sienne a été détruite. Elle lui est prêtée. "Il n'y a rien ici, pas d'électricité. Même le travail, il n'y en a pas", dit-il: "La reconstruction, on ne la voit pas. Il ne s'est rien passé depuis la guerre". Au gouvernorat de Salaheddine, dont dépend Habach, un conseiller met en avant "l'étendue" de la province pour expliquer ces lenteurs. "On ne peut pas toujours faire les choses à 100%", dit cette source qui ne souhaite pas être identifiée.

À Habach, les maisons en ruines ou par-



PH: DR

tiellement détruites se comptent par dizaines. Le village a payé le prix fort lors du siège imposé à l'été 2014 par l'EI à la ville d'Amerli, à moins de 10 km de là.

À l'époque, les jihadistes contrôlent Mossoul et certains territoires du nord de l'Irak. Ils font route vers le sud et assiègent Amerli. Fin août, l'armée irakienne, les milices chiites et les Peshmergas kurdes brisent le siège après des combats acharnés à Amerli, mais aussi à Habach et dans les villages alentours que les jihadistes utilisaient comme bases. Fin 2017, le gouvernement de Bagdad déclare sa "victoire" militaire sur l'EI. Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

"NOTRE VIE EST UNE HONTE"

Selon Human Rights Watch, après le siège de 2014, "des milices pro-gouvernementales, des combattants volontaires et des membres des forces de sécurité ont pillé des villages sunnites autour d'Amerli", y compris Habach. L'ONG y avait identifié "d'épais nuages de fumée se dégageant de bâtiments en feu, dus à des incendies criminels".

Aujourd'hui, dans le district de Touz Khoumatou, où se trouve Habach, "les besoins humanitaires sont significatifs. Près de 20.000 déplacés y vivent", explique à l'AFP le Norwegian Refugee Council. Les papiers d'identité sont un autre casse-tête, souligne l'ONG. Pour les obtenir, certains habitants "ont des problèmes pour être blanchis de tout soupçon lié à la sécurité parce qu'ils sont perçus comme appartenant à l'Etat islamique".

À l'instar d'Issa al-Zamzoum et de son voisin Abdelkarim Nouri, les habitants de Habach sont pour la plupart arabes sun-

nites, branche de l'islam minoritaire en Irak où le chiisme est majoritaire. "Notre vie est une honte. Je n'ai pas de travail. J'ai cinq moutons et ce sont eux qui me font vivre", explique Abdelkarim Nouri. Il dit avoir interpellé son député. En vain.

CELLULES DE L'EI

M. Nouri n'évoque pas spontanément son appartenance religieuse, pas plus qu'il ne parle de sectarisme, un sujet brûlant dans un Irak où des dizaines de milliers de personnes sont mortes lors du conflit interreligieux de 2006-2008.

Pourtant, quatre ans et demi après la fin du "califat" autoproclamé de l'EI, nombre de sunnites se disent victimes de vexations et de discriminations.

Dans un rapport de 2021, le département d'Etat américain se faisait l'écho de responsables sunnites dénonçant des "déplacements forcés de sunnites" par le Hachd al-Chaabi, d'ex-paramilitaires chiites pro-Iran intégrés aux troupes régulières, et d'"arrestations aléatoires" de membres de leurs communautés "soupçonnés d'être liés à l'EI".

L'EI, justement. Sans évoquer nommément les jihadistes, le conseiller du gouvernorat de Salaheddine parle "de risques sécuritaires" qui retardent la reconstruction. Car si Habach est pacifié, à une quinzaine de kilomètres plus au nord des cellules de l'EI rôdent. Sur la route qui mène au hameau de Bir Ahmed, le Hachd al-Chaabi monte la garde.

"La situation à Bir Ahmed est hors de notre contrôle et de celui de l'armée", dit un haut gradé: "Vous pouvez y entrer, mais je ne garantis pas que vous pourrez en sortir".

NIGERIA

10 morts dans l'effondrement d'un immeuble

L'effondrement dimanche soir d'un immeuble de trois étages à Lagos, la capitale économique du Nigeria, a fait 10 morts dont un enfant, selon un nouveau bilan établi mardi par les services de secours.

L'immeuble, dont le rez-de-chaussée et le premier étage servaient d'entrepôts tandis que les 2e et 3e étages étaient résidentiels, était situé dans le quartier d'Ebute-Metta, dans la partie continentale de la mégalopole de plus de 20 millions d'habitants. Huit corps avaient initia-

lement été extraits des décombres et plus d'une vingtaine de personnes ont été sauvées, a déclaré Ibrahim Farinloye, de l'Agence nationale de gestion des urgences (Nema).

"Deux autres corps, dont celui d'un garçon de quatre ans, ont été retrouvés hier, ce qui porte le nombre de morts à 10", a précisé mardi M. Farinloye. Pour l'heure, 24 personnes ont été sauvées par les services de secours, a-t-il indiqué, après le sauvetage lundi d'une autre personne. Les pompiers de Lagos ont confirmé le nouveau bilan, pré-

sant que les rescapés souffraient de "blessures de gravité variable". Une enquête est en cours pour déterminer les causes de l'effondrement, a déclaré M. Farinloye. L'écroulement d'immeubles est fréquent au Nigeria où les normes architecturales et l'entretien des bâtiments sont souvent négligés. Lundi, le président Muhammadu Buhari a appelé à un renforcement de ces normes. "La fréquence des effondrements de bâtiments dans le pays est de plus en plus embarrassante, les autorités compétentes doivent travailler en étroite colla-

boration avec les organismes professionnels pour mettre un terme à ces incidents malheureux mais évitables", a-t-il déclaré. En novembre, l'effondrement d'un gratte-ciel en construction à Lagos avait provoqué la mort de 45 personnes parmi les ouvriers qui travaillaient sur le chantier. Trois personnes avaient également été tuées dans l'effondrement d'une église en janvier à Port-Harcourt, dans le delta du Niger. Une étude d'un chercheur sud-africain a recensé 152 immeubles qui se sont effondrés à Lagos depuis 2005.

YÉMEN

Des mines menacent une grande partie de Hodeïda

Les mines menacent de grandes parties du gouvernorat d'Al-Hodeïda, dans l'ouest du Yémen, a indiqué l'organisation des Nations unies. "Les mines terrestres et autres restes explosifs de guerre constituent une menace dans de nombreuses parties de Hodeïda", a déclaré la mission des Nations unies dans le gouvernorat (UNMHA), à l'occasion de l'Aïd al-Fitr. Elle a appelé: "Les citoyens de Hodeïda et les visiteurs du gouvernorat pendant la fête de l'Aïd al-Fitr, à faire attention à réduire le risque de blessure ou même de mort à cause de ces engins mortels. La mission a également conseillé aux citoyens "de ne pas entrer dans les bâtiments détruits ou endommagés par la guerre, de peur d'être blessés par des mines".

SYRIE

60 prisonniers graciés dans le cadre d'une amnistie inédite

Les autorités syriennes ont gracié une soixantaine de détenus depuis dimanche dans le cadre d'un nouveau décret d'amnistie considéré comme le plus complet depuis le début du conflit et qui s'applique aux crimes liés au "terrorisme", a indiqué lundi une ONG syrienne. "Plus de 60 détenus ont été libérés depuis dimanche dans plusieurs régions syriennes, dont certains ont passé au moins dix ans en prison", a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Le président syrien Bachar al-Assad a publié un décret législatif accordant une amnistie générale pour les crimes terroristes commis par des Syriens avant le 30 avril 2022, "à l'exception de ceux ayant entraîné la mort d'un être humain et ceux prévus par la loi antiterroriste", a indiqué samedi la présidence syrienne. Ce nouveau décret, publié samedi, est considéré par des militants des droits humains comme "le plus complet". Le président syrien avait déjà annoncé plusieurs amnisties depuis le début de la guerre en 2011, qui comprenaient de nombreuses exceptions, dont la dernière en mai 2021.

SOMALIE

Attaque des terroristes Shebab contre une base de l'UA

Des terroristes shebab, lourdement armés, ont attaqué mardi une base militaire de la force de maintien de la paix de l'Union africaine en Somalie, faisant des victimes, a indiqué un commandant militaire local. L'attaque, conduite avant l'aube, a visé une base abritant des soldats burundais de l'Atmis près du village de Ceel Baraf, à 160 km au nord-est de Mogadiscio, selon ces sources. "Les terroristes ont attaqué tôt ce matin la base de l'armée burundaise près de Ceel Baraf, il y a eu de violents combats et des victimes des deux côtés mais nous n'avons pas davantage de détails jusqu'à présent", a déclaré le commandant militaire local Mohamed Ali. "Ils ont lancé l'attaque avec l'explosion d'une voiture avant un échange de tirs nourri", a-t-il ajouté. Aucun commentaire n'était immédiatement disponible auprès de la Mission africaine de transition en Somalie (Atmis). Cette force, dont les effectifs représentent près de 20.000 militaires, policiers et civils, issus de pays africains, a formellement remplacé la force de maintien de la paix africaine en Somalie (Amisom) avec un mandat prolongé fin mars par le Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'à fin 2024 pour stabiliser le pays face à l'insurrection Shebab. L'Amisom avait chassé les Shebab des principales villes du pays, dont la capitale Mogadiscio en 2011, permettant l'installation d'un gouvernement et d'institutions fédérales ainsi que la tenue de deux cycles d'élections (2012, 2017) et l'organisation d'un troisième qui devrait s'achever dans les prochaines semaines.

AFFAIRE DU MATCH ALGÉRIE-CAMEROUN

Selon la FAF, la FIFA n'a pas encore examiné sa requête



Phs : DR

Dans un communiqué, publié hier mardi, la fédération algérienne de football (FAF) a démenti les rumeurs selon lesquelles la FIFA l'aurait déboutée dans son dossier de réclamation contre l'arbitre du match Algérie-Cameroun, Bakary Gassama.

La FAF a assuré dans sa missive que l'instance internationale n'a pas encore examiné le dossier de l'Algérie, qui détiendrait, par ailleurs, des preuves qui seraient compromettantes contre l'arbitre gambien. Évoquant les informations qui ont fait l'actualité lundi, le président de la FAF, Charaf-Eddine Amara a, lui, indiqué qu'il s'agit du premier verdict de la FIFA concernant l'affaire du match face au Cameroun, informant que l'instance internationale, par le biais de sa commission de discipline, a infligé une amende

financière à la FAF à cause du comportement anti-sportif d'une partie des supporters algériens lors du match contre le Cameroun à Blida, mais le verdict ayant trait à la réclamation de la première instance footballistique nationale et que traite la commission de l'arbitrage n'est pas encore rendu public.

Selon certaines informations non encore officielles, la FIFA devrait rendre le verdict en question le 15 mai prochain. En attendant, le suspense reste entier...
Hakim S.

ÉCARTÉ DU GROUPE JUSQU'À LA FIN DE SAISON

Le come-back de Slimani au Sporting Lisbonne tourne au cauchemar

Tout indique que la saison est finie pour l'attaquant international des Verts, Islam Slimani qui, dans un scénario, pour le moins inattendu, est sorti depuis quelques semaines, des plans de son entraîneur au Sporting Lisbonne. Pis, les médias portugais annoncent d'ores et déjà le départ du meilleur buteur de l'histoire de la sélection algérienne dès la fin de la saison en cours. Révélé au sein de ce même club où il a effectué ses premiers pas dans le monde de professionnalisme européen en 2014, Slimani est allé monnayer son talent au sein de plusieurs clubs en Angleterre, Turquie et France. Son retour à Lisbonne, l'hiver dernier en provenance de l'O Lyon, a suscité beaucoup d'intérêts. Mais l'attaquant algérien a vite perdu toute sa notoriété.

Depuis trois semaines, il s'entraîne en dehors du groupe de Ruben Amorim. Pour ne rien arranger de sa situation, le club a décidé de l'écartier définitivement de l'effectif jusqu'à la fin de la saison. Une



terrible décision pour le Fennec qui pratique actuellement le jeûne du Ramadhan. Cependant, selon le journal O Jogo, Islam Slimani ne fera pas l'objet de poursuites disciplinaires. Il a commencé par être retiré de l'équipe par Ruben Amorim avant le match contre Tondela en championnat. Une situation qui s'est répétée lors du classique de la Coupe du Portu-

gal contre le FC Porto et lors de la visite des Lions à Boavista.

L'Algérien continue de travailler en marge des autres coéquipiers et le restera jusqu'à la fin de la saison. Par ailleurs, le Sporting cherche déjà une autre solution pour combler le départ de l'ancien de Leicester à la fin de la saison. Dans la foulée, des rumeurs ont fait état d'une

bagarre entre le joueur et son entraîneur. Ce qu'a démenti ce dernier. Cependant, l'atmosphère est tendue entre les deux hommes mais il n'y a pas encore de quoi s'alarmer. En effet, interrogé sur la question en début de semaine en conférence de presse, Ruben Amorim a botté en touche cette rumeur, qu'il qualifie de mensonge. «De toute évidence, c'est un mensonge. Même pour Slimani ce n'est pas positif car il devra trouver une autre solution pour jouer. Il n'y a même pas eu de discussion, on voit les choses différemment», a répondu l'entraîneur des champions en titre du Portugal. «Cette question est réglée et c'est le dernier commentaire que j'aurai par rapport à Slimani. Mais il n'avait aucun comportement proche de cela, ce n'est pas juste de faire cela. Et je suis l'entraîneur du Sporting, jamais je ne m'abaisserais au niveau de la bagarre avec un joueur», a déclaré Ruben Amorim en conférence de presse.

H. S.

S
T
R
O
P
S

APRÈS AVOIR CONFIRMÉ SON RÉVEIL
FACE À CLERMONT

Belaili encensé par son entraîneur à Brest

Critiqué depuis son arrivée à Brest, il y a quelques semaines, Youcef Belaili est en train de réussir une belle résurrection. Pour sa précédente sortie avec le club de la Bretagne, il est parvenu désormais à faire l'unanimité autour de lui. Titulaire avec le Stade Brestois, dimanche face à Clermont (2-0) pour le compte de la 35e journée de Ligue 1, Youcef Belaili a contribué à la victoire de son équipe en signant sa 2e passe décisive de la saison.

PH: DR



Bahia dépose le ballon de l'extérieur du pied droit sur la tête de l'international béninois (62e), avant de céder sa place sept minutes plus tard. Pourtant réduit à dix depuis la 22e minute suite à l'expulsion de Del Castillo sur intervention de la VAR, le Stade Brestois a réussi à ouvrir le score à l'heure de jeu par le biais de Lillian Brassier avant de faire donc rapidement le break sur une inspiration géniale de son joueur algérien. Ce dernier a reçu les éloges de la part de son coach à la fin du match. « Il est à l'image de l'effectif, bien dans la tête, avec l'envie de bien finir la saison, a confié Michel Der Zakarian en conférence de presse. Il nous apporte ce qu'on attendait de lui, sa qualité de passe, de finition. Je pense qu'il est capable de mieux finir, il a une bonne frappe de balle. Il est trop altruiste par moment. Il pense à donner de bons ballons mais de temps en temps il doit

être capable de mettre des bonnes frappes. » Pour rappel, le contrat de Belaili avec son club actuel expire en fin de saison. La direction du Stade Brestois a toutefois la possibilité de prolonger le contrat du joueur, comme entendu entre les deux parties quand l'international algérien avait rejoint ce club. Au vu des dernières prestations de Belaili, tout laisse présumer qu'il sera bel et bien prolongé, même si son entourage n'écartera pas l'éventualité de le voir retourner au championnat de Qatar où sa cote est toujours intacte. A souligner enfin que grâce à sa 13e victoire de la saison, le Stade de Brest conserve sa 11e place au classement. Il est ainsi définitivement à l'abri du danger de la relégation, avant trois journées du tomber de rideau de la compétition.

Hakim S.

ÉQUIPE NATIONALE

Belmadi disposé à prolonger son contrat



Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football Djamel Belmadi, s'est dit lundi disposé à prolonger son contrat "au moins" jusqu'à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 en Côte d'Ivoire (23 juin - 23 juillet). "Mon contrat court jusqu'en décembre 2022, mais avec l'Algérie il est plus que moral, mais à un moment donné il faudra faire quelque chose, notamment le plan juridique et signer un prolongement. Je suis prêt à rester au moins jusqu'à la CAN-2023", a indiqué Belmadi sur les ondes de la chaîne radiophonique française RMC. Après trois semaines de réflexion, Belmadi a annoncé le dimanche 24 avril sa décision de poursuivre son aventure avec les "Verts", en dépit de l'échec à qualifier l'Algérie à la Coupe du monde 2022 au Qatar. "On doit se remettre en question tous les jours dans la victoire comme dans la défaite. Cette idée de challenge de se relever, de redevenir fort, et reconquérir ce qu'on a perdu me tient à cœur. On va d'abord se relever tous ensemble, regagner, ensuite on verra", a-t-il ajouté. Et d'enchaîner : "La désillusion de l'élimination du Mondial a été forte, d'autant que cela fait quatre ans qu'on travaille ensemble en se fixant des objectifs. Les joueurs sont tous meurtris,

car tout le monde avait cette envie d'aller au Qatar. On va se relever, au moi de recréer cette synergie, on va se voir dans un mois pour le début des qualifications de la CAN-2023". Interrogé sur la réclamation déposée par la Fédération algérienne (FAF) au niveau de la Fédération internationale (Fifa) contre l'arbitre des barrages (retour) du Mondial 2022 contre le Cameroun (1-2, a.p) le Gambien Bakary Gassama, Belmadi a refusé de trop s'étaler sur le sujet et notamment sur la possibilité de rejouer le match face au Cameroun. "Il y a une réclamation qui a été déposée, mais je ne peux en dire plus. Le plus important pour moi est de voir la Fifa prendre en considération ce dossier de l'arbitrage, plus jamais ça ne doit arriver, que ce soit pour l'Algérie ou pour les autres sélections qui se sont senties lésées", a-t-il souligné, tout en appelant le président de la Fifa Gianni Infantino "à réformer l'arbi-

trage". Appelé à revenir sur ses récents propos tenus sur Bakary Gassama, le coach national a tenu à les clarifier : " Je n'ai pas de problème à reconnaître mes erreurs, concernant mes récentes déclarations sur Gassama, j'estime qu'elles ont été mal interprétées et sorties de leur contexte, mais sur le fond je pense que j'étais obligé à lui signifier mon point de vue. Au moment où je lui ai parlé à l'aéroport, il était froid, il n'a même relevé la tête et n'a dit aucun mot. Je pense que le problème de l'arbitrage en Afrique est profond", a-t-il conclu. Belmadi reprendra ses fonctions en juin prochain, à l'occasion des deux premières journées (Gr.F) des qualifications de la CAN-2023 : le 4 juin face à l'Ouganda au nouveau stade d'Oran (20h00) et le 8 juin face à la Tanzanie à Dar Es-Salaam (17h00).

LIGUE 1 ALGÉRIENNE L'ASO Chlef, un parcours de champion lors des 14 dernières journées

L'ASO Chlef a réalisé le parcours d'un champion au cours des 14 dernières journées, en collectant 33 points sur 42 possibles, ce qui lui a permis de faire une remontée spectaculaire au classement général de la Ligue 1 algérienne de football, dont il occupe actuellement le sixième rang, avec 44 unités. En effet, au cours de leurs 14 derniers matchs en championnat, les Chéliens ont remporté dix victoires, contre trois nuls, et seulement une défaite. La révolte des protégés de l'entraîneur Samir Zaoui a été déclenchée lors de la 15e journée, à l'occasion de la réception du WA Tlemcen. Avant cette rencontre, les Rouge et Blanc se morfondaient dans le bas du tableau, et leur coach brandissait la menace de partir à cause des nombreux problèmes dans lesquels se débattait le club. Mais depuis l'éclatante victoire face au WAT (4-0), l'ASO n'a plus cessé de surprendre, en enclenchant un nouveau départ, qui lui a permis de se hisser à la 6e place, qu'elle partage ex-aequo avec le CS Constantine, à l'issue de la 28e journée, disputée vendredi dernier. Après le WAT, le MC Alger, qui joue les premiers rôles cette saison, fut la deuxième victime des "Lions de Chlef", qui ont réussi à battre les Algérois sur leur propre terrain, à l'occasion de la 16e journée, avant d'enchaîner une troisième victoire de rang, contre le CS Constantine, pour le compte de la 17e et dernière journée de la phase aller. Cette série de succès a redonné confiance aux joueurs de l'ASO, selon leur entraîneur Zaoui, qui a consenti à son tour à revenir à de meilleurs sentiments, en décidant de poursuivre l'aventure avec le club où il a passé l'essentiel de sa carrière comme joueur. Cela a aussi permis aux camarades du néo-international de la sélection des joueurs locaux, Khaled Dehamni, d'aborder la phase retour sous de meilleurs auspices. La preuve, leur moisson est très encourageante depuis le début de la deuxième manche du championnat, en décrochant 24 points sur 33 possibles, après 11 journées de cette seconde partie de la compétition. Et ce n'est pas tout, puisque les gars de Chlef n'ont concédé, jusque-là, qu'une seule défaite en cette phase retour, lorsqu'ils étaient tombés à domicile contre l'ES Sétif le 6 mars dernier pour le compte de la 20e journée. Les pouillains de Zaoui, qui restent sur trois victoires de suite, dont deux en déplacement, se voient ainsi débarrassés du spectre de la relégation, et c'est en toute logique aussi qu'ils ont revu leurs objectifs à la hausse, comme le souligne leur coach. L'ASO vise désormais une place qualificative à une compétition internationale. Cela passe par terminer le championnat parmi les six premiers, puisque les quatre premiers disputeront les deux compétitions africaines (Ligue des champions et coupe de la Confédération) et les deux autres joueront la coupe arabe, qui devrait être relancée la saison prochaine, rappelle-t-on. Ce parcours de premier ordre des Rouge et Blanc, de surcroît avec un effectif jeune, composé essentiellement d'éléments peu connus sur la scène footballistique nationale, leur a attiré l'admiration des observateurs, d'autant plus que le club est toujours englué dans une crise financière aigue, a encore déploré son coach.

MANCHESTER UNITED

Un plan pour sauver Cristiano Ronaldo

Buteur lundi dernier contre Brentford (3-0), le Portugais continue de répondre sur le terrain alors que des rumeurs le donnent partant. Mais chez les Red Devils, Ralf Rangnick a déjà une idée pour que CR7 se sente à l'aise à Old Trafford la saison prochaine.

À chaque fois, c'est la même histoire. Quand il fait les gros titres des gazettes du mercato, Cristiano Ronaldo adore répondre dans la foulée sur le terrain. Hier, c'est Brentford qui a subi la loi des Red Devils et de CR7. L'équipe entraînée par Ralf Rangnick s'est imposée 3 buts à 0 et peut encore croire à une qualification pour la Ligue des Champions. Mais désormais, avec l'arrivée officielle d'Erik ten Hag et la future mission à deux têtes de Rangnick (consultant pour MU et sélectionneur de l'Autriche), chaque après-match de MU est l'occasion pour la presse de



faire un point sur l'avenir. Et encore une fois, Rangnick a confirmé que le club manucien sera très actif lors du prochain mercato. « En dehors du poste de gardien de but où nous avons trois excellents gardiens, il y aura des joueurs qui quitteront le club dans tous les autres secteurs. Je ne mettrais pas l'accent sur des zones particulières du terrain. Il est évident que pas mal de joueurs partiront et il y aura un besoin de joueurs de qualité. » CR7 fera-t-il partie de ces joueurs sur le départ ? Pas vraiment si l'on en croit le manager des Red Devils.

MU VEUT DEUX AUTRES ATTAQUANTS

Mieux, l'Allemand a même une idée pour que le Portugais se sente plus à l'aise au sein de l'équipe la saison prochaine. « Cristiano n'est pas un attaquant central. Il ne veut pas jouer à ce poste, et pour ne pas le faire jouer au centre, il faut jouer avec deux attaquants. Si

vous regardez le football international, il n'y a pas beaucoup d'équipes qui jouent à deux, vous avez soit trois attaquants, soit un faux neuf. Ce n'est pas une question de poste, le club a besoin de deux nouveaux attaquants qui donnent plus de qualité à cette équipe », a-t-il déclaré, avant de conclure.

« Les attaquants modernes n'ont pas besoin d'être des ailiers. Si vous regardez Liverpool et Manchester City, ils ont les meilleurs attaquants. Gabriel Jesus n'a pratiquement pas joué et maintenant il joue régulièrement.

Si vous me demandez s'il est un attaquant central ou un ailier, je vous répondrais : « est-ce que Grealish est un attaquant ? ». Ils peuvent changer et tourner. Nous n'en avons pas beaucoup. Mason Greenwood aurait été ce joueur, mais il ne fait plus partie de l'équipe. Martial est prêt à Séville, Cavani s'est blessé. » C'est dit !

VENTE DE CHELSEA

893 M€ redirigés vers le football anglais ?

La vente de Chelsea est censée être bouclée prochainement. Et s'il est acquis que Roman Abramovich ne touchera rien, la somme récoltée suscite énormément de convoitises.

Qui finira par racheter Chelsea ? Pour rappel, outre Sir Jim Ratcliffe, ils sont trois encore en lice pour succéder à Roman Abramovich : Todd Boehly, Sir Martin Broughton et Stephen Pagliuca. Un sprint final qui devrait se conclure dans les prochains jours sous le regard du gouvernement britannique. Car, pour rappel, Abramovich ne touchera pas un centime de cette vente.

Mais les équipes de Boris Johnson, le Premier ministre anglais, pourraient rediriger une partie de cet argent vers le football anglais. Le Times révèle en effet que le numéro 1 du gouvernement de Sa Majesté aimerait que tous les bénéfices de la vente soient reversés à une fondation venant en aide aux victimes de la guerre en Ukraine. Toutefois, le média précise qu'une telle création peut mettre du temps.

L'ANCIEN PATRON D'ARSENAL FAIT PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT

Pour le moment, les fonds seraient donc placés sur un compte bancaire gelé. C'est là qu'intervient David Dein, l'ancien boss d'Arsenal. Le

Times annonce que Dein fait pression sur le gouvernement pour que 750 millions de livres sterling (environ 893 M€) soient reversés au football amateur.

Dans un courrier envoyé aux ministres, ce dernier a interpellé le gouvernement sur la nécessité d'aider les Ukrainiens, mais également de ne pas oublier les plus défavorisés du Royaume.

« Sans aucun doute, les victimes de la guerre en Ukraine devraient être au centre de nos préoccupations et tout ce que nous pouvons faire pour utiliser

l'argent de cette vente pour soutenir les efforts humanitaires doit être le bienvenu. (...) Mais l'investissement dans des entraîneurs, des terrains, des académies et des installations dans les zones défavorisées (en Angleterre) et laissées pour compte pourrait changer la donne pour les communautés et les jeunes. »

Concrètement, Dein explique que tout cet argent permettrait de construire 1000 terrains synthétiques, de rénover 20 000 aires de jeu et d'investir dans des vestiaires.

SHAKHTAR DONETSK

L'entraîneur italien De Zerbi ignore s'il restera

C'est une journée chargée d'émotion, très triste, car il se pourrait que j'aie vécu mon dernier jour d'entraîneur du Shakhtar", a déclaré lundi Roberto De Zerbi, l'entraîneur italien du grand club ukrainien de football dont l'avenir est plus qu'incertain. Le technicien italien a pris en début d'exercice les rênes du Shakhtar Donetsk pour une saison qui n'est pas allée à son terme du fait de l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février dernier. Le championnat, suspendu, a été officiellement stoppé la semaine dernière sans que le titre de champion ne soit attribué.

Le Shakhtar, déjà contraint à quitter sa ville de Donetsk en 2014 lors des premiers affrontements entre l'armée ukrainienne et les forces pro-russes du Donbass, était en tête du championnat au moment de l'arrêt, une position synonyme de qualification pour les tours préliminaires de la Ligue des champions. Le club a disputé dimanche en Croatie un ultime match caritatif dans le cadre d'une "tournée mondiale pour la paix", une série de rencontres

ATLÉTICO MADRID

Une clause dans le contrat de Diego Simeone met le feu à la fin de saison

Suite à sa défaite contre l'Athletic (0-2), l'Atlético s'est condamné à une fin de saison sous très haute tension. Explications.

Le derby madrilène de dimanche prochain entre l'Atlético et le Real Madrid (rencontre à suivre sur notre live commenté) s'annonce très chaud ! Et ce, à tous les niveaux ! Rivaux des Merengues, les Colchoneros ont déjà fait savoir qu'ils ne feront pas la haie d'honneur aux hommes de Carlo Ancelotti pour célébrer le titre de la Casa Blanca. Sachant que les Merengues ont déjà fait le coup récemment aux Rojiblancos et aux Blaугranas, personne ne s'en offusquera vraiment.

Cela rajoutera quand même un peu de piment à une rencontre devenue vitale pour l'Atlético. En effet, après avoir perdu 2 buts à 0 sur le terrain de l'Athletic, l'équipe de Diego Simeone est désormais quatrième du classement de Liga à quatre journées du terme, avec seulement trois points d'avance sur le Betis ! Autant dire que le rival merengue peut le mettre dans des sales draps s'il l'emporte au Wanda Metropolitano et que le Betis réalise un gros coup face au FC Barcelone.

L'AVENIR DE DIEGO SIMEONE EN SUSPENS

Vous l'aurez compris, l'Atlético ne veut surtout pas rater la prochaine Ligue des Champions, principalement pour des raisons financières. Mais pas seulement ! La radio Cadena COPE a lâché une petite bombe lundi dernier. Concrètement, si les Matelassiers ne parviennent pas à se qualifier pour la plus prestigieuse des compétitions européennes, l'avenir de Diego Simeone pourrait également être remis en cause !

Coach des Rojiblancos depuis 2011, l'Argentin avait prolongé son contrat jusqu'en 2024 le 8 juillet 2021. Sauf que dans ce bail, il existe une clause qui annule toutes les conditions du nouveau contrat en cas de non-qualification en Ligue des Champions ! Si tel est le cas, Simeone se retrouverait libre de tout engagement, obligeant ainsi les deux parties à renégocier, mais à des conditions revues à la baisse. On est encore loin d'un tel scénario, mais avec le Real Madrid, Séville et la Real Sociedad à jouer d'ici la fin de saison (en plus d'Elche), l'Atlético est encore loin d'avoir assuré sa place dans le top 4 de la Liga.

CONSTANTINE. PRESSE

Les médias traditionnels à l'épreuve des transformations technologiques et numériques

De l'édition papier à celle numérique en passant par la radio réimaginée, les professionnels des médias à Constantine tentent "d'apprivoiser" les tendances technologiques et numériques pour s'adapter aux nouvelles exigences de l'information et de la communication et mieux servir les consommateurs.

Ainsi, se réinventer pour se repositionner dans un paysage médiatique en constante évolution semble "la voie la plus prometteuse" pour ces médias, s'accordent à dire universitaires et professionnels du domaine, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Dans ce contexte, Hamid Bouchoucha, de la faculté des sciences de l'information, de la communication et de l'audiovisuel de l'université Constantine-3, affirme, dans une déclaration à l'APS, que certains médias, à l'échelle nationale, "sont conscients des profondes mutations" que vit le secteur de l'information et de la communication et œuvrent à s'adapter à ces nouvelles données. "L'inclusion numérique dans le monde des médias, l'instan-tanéité des réseaux sociaux et la numérisation croissante de la société sont autant de facteurs qui imposent aux médias traditionnels de composer et de s'adapter", a-t-il indiqué. Pour cet universitaire, même si le passage des médias traditionnels vers la numérisation et l'adoption des nouvelles technologies de l'information et de la communication demeure "lent", certains titres de presse "sont plus conscients de la vitesse à laquelle circulent les informations et procèdent à des mises à jour en continu" de leurs sites électroniques, avec des flashes info et des alertes multiples. De son côté, Samir Bouzidi, directeur du journal "Le Quotidien de Constantine", paraissant dans l'Est du pays, estime que certains médias traditionnels sont parvenus à "faire leur mutation à travers une combinaison intelligente entre la version papier et les supports technologiques et numériques". "L'internet et les technologies de l'information et de la communication constituent un bon amplificateur de l'édition en papier à travers des vidéos à même d'accompagner avec l'image et le son les reportages publiés dans les éditions en papier", souligne-t-il. Pour lui, "quand bien même le monopole de la presse papier cède du terrain, beaucoup de titres vivent pleinement leurs mutations, sont toujours là et



gardent un lectorat averti". Pour sa part, Nardjess Kermiche, directrice générale du quotidien "An-Nasr", édité à Constantine, relève que l'adaptation aux nouvelles exigences de l'information était "la seule alternative", soulignant que le quotidien a opté pour une "adaptation réfléchie plaçant la formation en tête des priorités". "Au cours des deux dernières années, le programme de formation des journalistes a été axé, dans un premier temps, sur l'écriture web qui s'appuie sur des paragraphes courts, des titres attrayants en plus de la rapidité dans la rédaction et la publication pour passer à la formation du journaliste reporter d'images qui maîtrise, outre l'aspect rédactionnel, les techniques de la prise de vue, l'art de s'exprimer devant la caméra, le montage, le mobile journalisme et la vidéo", souligne-t-elle. La responsable de l'un des plus anciens quotidiens publics d'informations générales du pays a également assuré que, dans le cadre de ce processus d'adaptation, "le quotidien An-Nasr est parvenu à créer une complémentarité entre ce qui est publié sur son site électronique, sa page Facebook et l'édition papier". "Le site électronique et la page Facebook d'An-Nasr sont alimentés en continu d'actualités et ses développements, tandis que dans l'édition papier des reportages, des enquêtes et des dossiers notamment sont proposés aux lecteurs", explique Mme Kermiche. Le journal An-Nasr, soutient sa directrice générale, a franchi une "étape importante sur la voie de l'adaptation" en publiant, sur son site électronique, depuis quelques

mois, le premier podcast de la presse écrite algérienne, et en lançant au cours du mois de Ramadhan une série de vidéos sur l'art culinaire à Constantine et des reportages sur divers thèmes. Les journalistes d'An-Nasr, composés en grande partie de jeunes et dont les nouvelles technologies de la communication font partie de la vie quotidienne, ont répondu, souligné-t-elle, aux démarches de mutation avec "beaucoup de détermination". Pour le directeur de la Radio algérienne à Constantine, Ammar Aguib, "les orientations de la Radio versent dans la nécessité de maîtriser les technologies de communication et de les utiliser au quotidien". "Le besoin d'information impose à la Radio de Constantine, à l'instar de beaucoup d'autres radios, de se renouveler et d'interagir avec leurs auditeurs, à travers la couverture médiatique d'un événement englobant le son, une vidéo, des photos et des articles postés sur la page Facebook de la station", détaille-t-il, soulignant que la radio a investi dans la ressource humaine à travers des formations sur les technologies modernes de la communication pour mieux s'adapter. Pour M. Aguib, les exigences des nouvelles technologies de communication ne doivent pas reléguer en second plan la qualité du contenu. "La rigueur dans le traitement de l'information et la pertinence du contenu doivent guider le travail journalistique", soutient le directeur de la Radio algérienne à Constantine.

TLEMCCEN. PÊCHE ET AQUACULTURE

Entrée en service de trois zones d'activités avant fin 2022

Trois zones d'activité de pêche maritime et d'aquaculture devraient entrer en service avant la fin 2022 dans la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Pêche et des ressources halieutiques. Créées par la Direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques, les trois (3) zones d'activité sont réparties entre les zones de "El-Baraj", dans la commune de Honaïne, "Bir El-Maleh" dans la commune de M'sirda Fouaka et "El-Addasse", dans la commune de Ghazaouet, a indiqué, à l'APS, le directeur local de la Pêche et des ressources halieutiques, Sahnoun Boukabrine. La superficie globale de ces trois zones d'activité est de 6,45 hectares (ha) répartis sur 2,8 ha dans la commune de Honaïne, 2,4 ha dans la commune de M'sirda Fouaka et 1,25 ha dans la commune de Ghazaouet, selon M. Boukabrine. Faisant actuellement l'objet de travaux d'aménagement dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, les trois zones d'activité devraient abriter 35 projets d'investissement dans le domaine de la pêche maritime et de l'aquaculture, y compris des projets de pisciculture et d'élevage de poissons, notamment le loup de mer et les crustacés, entre autres. Les zones d'activités devraient également comprendre des ateliers de fabrication et de réparation de navires, deux unités d'exportation de poissons, une unité de traitement et de nettoyage des coquillages, une écloserie d'alevins, des unités de transformation et de mise en conserve de poisson et deux unités de production de la glace. Ces projets devraient permettre la création de plus de 330 emplois, selon M. Boukabrine.

MOSTAGANEM. PORT

Léger recul du volume des activités commerciales au premier trimestre 2022

Le volume de l'activité commerciale du port de Mostaganem a connu, durant le premier trimestre de l'année en cours, un léger recul, a-t-on appris auprès de la direction commerciale de cette entreprise portuaire. Les données établies par le service des statistiques relevant de la direction commerciale du port de Mostaganem font état d'un recul de l'activité commerciale de plus de 21000 tonnes par rapport à la même période de l'exercice écoulé. Le volume traité a ainsi dépassé jusqu'au 31 mars dernier 232 268 tonnes contre 253 000 tonnes au premier trimestre de 2021. Les importations ont connu, à la même période, une hausse de l'ordre de 5% avec 155 904 tonnes alors que les exportations ont atteint 77 000 tonnes, soit une baisse de 27%. La hausse des importations a concerné les produits agricoles notamment les céréales, le bois, les semences de pomme de terre alors que les importations des matériaux de construction, les engrais et les produits chimiques ont baissé, a-t-on indiqué de même source, précisant que durant le premier trimestre de l'année en cours, aucune opération d'importation du bitume, des produits ferreux et du ciment n'a été enregistrée. Pour les exportations à la même période de l'année en cours, les opérations ont concerné 84 000 tonnes de produits ferreux, 19 000 tonnes de Clinker, 1 573 tonnes de dattes, 686 tonnes d'hélium, et ce, en direction de plusieurs marchés européens, africains et américains.

AÏN-TÉMOUCHENT. TIC

Réalisation de 8 stations 4G pour couvrir vingt zones d'ombre

Le secteur des télécommunications de la wilaya d'Aïn Temouchent a été renforcé de huit nouvelles stations 4G réalisées ces trois dernières années pour assurer la couverture de 24 zones d'ombre, a-t-on appris auprès de la Direction locale chargée du secteur. Les communes de Oulhaça, Sidi Ouriache, Aghlal, M'said, Hassasna et Hassi El-Ghella ont été renforcées de huit stations 4G, réalisées durant ces trois dernières

années, pour garantir la couverture téléphonique et du réseau internet au profit de vingt-quatre zones d'ombre, a indiqué la directrice de wilaya du secteur, Nacéra Laïdaoui. La réalisation de ces projets s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à assurer une couverture totale du réseau de télécommunications permettant de désenclaver les zones éloignées et d'éliminer les zones d'ombre dans le réseau de télécommunica-

tions, a ajouté la responsable du secteur. Le secteur compte actuellement 35 stations 4G réparties dans l'ensemble des communes de la wilaya, assurant une couverture téléphonique et un réseau internet au profit des habitants des localités, des régions enclavées et des zones d'ombre. Par ailleurs, les différents projets de développement dont a bénéficié le secteur à Aïn Temouchent ont permis le raccordement au réseau de la

fibre optique de toutes les communes de la wilaya, soit un réseau d'une longueur totale de 2 130,35 km de fibres optiques, a précisé Mme Laïdaoui. La wilaya d'Aïn Temouchent dispose de 196 stations de téléphonie fixe, dont 35 dotées de la technique de la 4G, 158 autres MSAN assurant des services à 63 218 abonnés au réseau du téléphone fixe, 52 704 abonnés au réseau internet.

BOUMERDÈS. AUTOROUTE EST-OUEST

Bientôt un point d'urgences médicales à Larbaatache

Une étude est en cours pour la mise en place d'un poste d'urgences médicales, au lieu-dit "Ben Ouali" dans la commune de Larbaatache (Ouest de Boumerdes), classé point noir de la circulation sur l'autoroute Est-ouest, pour une intervention rapide en cas d'accident, a révélé dimanche le wali de Boumerdes.

Dans une déclaration à la presse en marge de la célébration de la Journée internationale du travail, M. Yahia Yahiatene a indiqué qu'une réflexion est engagée de concert avec l'Algérienne des autoroutes (ADA), afin d'apporter des solutions appropriées à même de réduire le nombre "préoccupant" des accidents de la circulation au niveau de ce point noir du trafic routier. Le wali a observé que l'étude lancée sur le terrain précède la mise en place d'un point d'urgences médicales à proximité de ce point noir qui sera sous la houlette des services locaux de la santé et appuyée par un centre avancé de la protection civile, pour garantir des interventions rapides en cas d'accidents. Cette étude permettra d'évaluer la situation au niveau de cette zone accidentogène et d'identifier les raisons principales à l'origine du grand nombre d'accidents enregistrés dans la région, et proposera des solutions pour les réduire, lesquelles solutions seront concrétisées dans les plus délais, a expliqué le wali. Le chef de



l'exécutif de wilaya a indiqué que les premiers résultats de cette étude citent le facteur humain en tête de liste des causes des accidents de la circulation, notamment à travers le non-respect du code de la route, les dépassements dangereux et le non-respect de la charge légale par les camions poids-lourd, particulièrement ceux activant au niveau des carrières mitoyennes à ce point noir de la circulation.

A cela s'ajoute, la nature de cette région, classée zone de transit entre les wilayas de l'Est et du Centre du pays, qui en fait une zone de trafic intense, à l'origine d'une hausse des accidents de la circulation, mortels dans leur majorité. En attendant d'apporter une solution définitive au nombre important des accidents

enregistrée dans la zone, des radars ont été installés sur cet axe routier, afin de palier provisoirement à ce problème. Il a été également procédé au renforcement des plaques et panneaux de signalisation pour mettre en garde les conducteurs contre l'excès de vitesse. Pour rappel le lieu-dit "Ben Ouali" a été le théâtre de 34 accidents de la circulation, ayant fait cinq morts et 58 blessés, depuis le début de l'année à ce jour, selon les statistiques de la direction de wilaya de la protection civile.

A noter, la célébration de la Journée internationale du travail a été marquée l'organisation d'activités culturelles et sportives et d'une cérémonie en l'honneur de nombreux travailleurs retraités, dont des agents d'entretien.

SIDI BEL-S. SIDI ALI BENYOUB

Des opérations de développement au profit des zones d'ombre

Les zones d'ombre de la commune de Sidi Ali Benyoub (Sidi Bel-Abbes), ont bénéficié de différentes opérations de développement au titre de l'année en cours, a-t-on appris dimanche auprès de l'Assemblée populaire communale (APC). Le vice-président d'APC de Sidi Ali Benyoub, Mohamed Benarfa a indiqué que ces opérations concernent toutes les zones d'ombre rattachées à la commune, faisant savoir qu'une enveloppe de près de 37 millions DA leur a été consacrée dans le cadre du plan communal de développement (PCD) de 2022.

Elle porte sur la protection de la zone d'ombre "Ikli" contre les risques d'inondations, la réhabilitation de trois classes de l'école primaire "Ibrahim Abdellah" dans cette zone pour améliorer les conditions de scolarisation des élèves, de l'amélioration et l'extension du réseau d'éclairage public par l'utilisation de lampes de type LED à travers quatre quartiers, à savoir "Cheikh Bouamama", "Essabar Miloud", "Mebarek Djelloul" et "Benattouche Abdelkader" dans la localité de "Bordj Djaffer" et ceux de la commune de Sidi Ali Benyoub, selon la même source. Les procédures de passation des marchés de ces projets ont été effectuées et les travaux seront bientôt lancés, a-t-on souligné.

SÉTIF. AGRICULTURE

Première expérience de culture du triticale

Une première expérience de culture du triticale a été lancée au titre de la saison agricole 2021/2022 dans la zone sud de la wilaya de Sétif pour faire connaître cette culture fourragère importante aux éleveurs, a-t-on appris dimanche du responsable de la subdivision agricole de la commune de Salah Bey. Dans une déclaration à l'APS, Seif Amzaoui a indiqué que 30 hectares (ha) ont été réservés à cette culture de céréale fourragère stratégique dans les communes de Salah Bey (22 ha), Rasfa (7 ha) et Ouled Tebben (1 ha) de la zone sud de la wilaya. "Première

du genre dans le sud de Sétif, l'expérience a révélé que cette plante montre une bonne croissance et laisse augurer d'un bon rendement", a ajouté M. Amzaoui.

"Le triticale s'acclimate bien au climat rude de la zone sud de la wilaya, marqué par de faibles précipitations, des vents saisonniers chauds et un degré de salinité élevé de l'eau d'irrigation, laissant prévoir des résultats prometteurs pour cette culture fourragère", a-t-il relevé.

Appropriée pour la vocation pastorale de la zone sud de Sétif, le triticale possède une haute

valeur nutritive fourragère avec des apports énergétiques et protéinés plus élevés par rapport à l'orge, en plus d'un rendement supérieur en grain et en paille, a relevé M. Amzaoui. Le même responsable a souligné que l'adoption par les éleveurs et agriculteurs de cette culture fourragère, dont le rendement à l'hectare peut atteindre 100 quintaux, et sa généralisation aux autres communes de la région "contribuera grandement à réduire les charges des éleveurs de bétail". Le triticale est une céréale hybride issue du croisement du blé et du seigle, note-t-on.

BISKRA. RÉSEAU DE GAZ NATUREL

Raccordement de plus de 170 foyers

Plus de 172 foyers de la cité Sidi Ghazal, situés au chef-lieu de la wilaya de Biskra, ont été raccordés dimanche au réseau de gaz naturel. L'opération a mobilisé une enveloppe financière de 10 millions DA, puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, selon les explications fournies par les responsables de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, lors ce raccordement présidé par le wali, Abdallah Abi Nouar dans le cadre de la célébration de la journée mondiale du travail (1 mai). Cette opération a consisté en l'extension d'un réseau de gaz de plus de 2.700 mètres linéaires, pour un délai de réalisation de 90 jours, a fait savoir la même source. Selon les explications fournies sur place, la concrétisation des projets d'alimentation en gaz naturel de différents quartiers de la ville de Biskra, en particulier les nouveaux pôles urbains, a permis de porter le taux de couverture en gaz à plus de 97 % dans cette commune. De son côté, le wali a déclaré que des efforts importants sont déployés dans le but de généraliser le raccordement au gaz à travers l'ensemble des cités, et cela après la réalisation et la pose des réseaux souterrains pour permettre à toute la population d'en bénéficier.

SOUK AHRAS. DESTINÉS

À LA SPÉCULATION

Saisie de plus de 5 tonnes de semoule

Les agents du service de contrôle des pratiques commerciales de la Direction du commerce de la wilaya de Souk Ahras ont saisi 5,660 tonnes de semoule dans plusieurs commerces de vente en détail relevant de la commune de M'daourouch dans le cadre de la lutte contre la spéculation, a-t-on appris dimanche auprès de cette direction. Les agents du service de contrôle ont saisi des sacs de semoule extra de différentes marques vendus des prix excessifs contraires à ceux réglementés, a-t-on indiqué.

Il s'agit de 231 sacs de semoule de 10 kg et 134 autres sacs de 25 kg, a-t-on indiqué, ajoutant que les contrevenants ont été convoqués afin de prendre les mesures juridiques à leur rencontre et cela conformément aux lois en vigueur dans ce domaine avec l'établissement de dossiers judiciaires. L'opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la spéculation et les pratiques commerciales illicites et vise à lutter contre les prix élevés des produits alimentaires subventionnés, à l'instar de la semoule, a indiqué la même source.

D'autre part, et afin d'assurer l'approvisionnement des différentes communes de la wilaya en semoule, il a été procédé jeudi dernier à l'injection sur le marché local de 200 quintaux par une entreprise locale, vendus directement au consommateur à des prix réglementaires, a-t-on noté.

MÉDÉA. CHAHBOUNIA

Aide aux familles affectées par des inondations

Une aide a été distribuée samedi soir à plusieurs familles dont les habitations ont été inondées, la veille, suite au débordement d'un cours d'eau qui traverse la commune de Chahbounia, sud-ouest de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Des denrées alimentaires, des couvertures et des matelas ont été acheminés par le personnel de la cellule de proximité de la commune de Bouaiche, relevant de l'agence de développement social (ADS), aux villages Khetala et Oued-el-Khir, dans la commune de Chahbounia, où ils ont été distribués aux familles affectées par les inondations qui se sont produites vendredi, après la crue de Oued-Belhadra, a-t-on expliqué. Le débordement d'un des affluents d'un cours d'eau dans la commune voisine de Sidi-Laadjal (Djelfa) a occasionné la remontée spectaculaire des cours d'eau qui traversent la commune de Chahbounia, en particulier Oued Belhadra qui est subitement sorti de son lit et provoqué l'inondation de nombreuses habitations, a précisé la même source.

Une équipe de la cellule de proximité de l'ADS de Bouaiche s'est rendu sur place, après la décrue de Oued Belhadra pour remettre des aides à ces familles et s'enquérir de leur situation, a-t-on conclu.

ÉVOCATION

Il y a deux ans disparaissait Idir

Il y a deux ans disparaissait l'icône de la chanson kabyle en Algérie Hamid Cheriet dit "Idir" après un long voyage artistique s'étendant sur un demi siècle d'apport, de créativité et de service pour le patrimoine musical algérien qui, par sa richesse et sa diversité, l'a propulsé au devant de la scène internationale.

À la faveur de ses productions artistiques, le défunt artiste Idir a contribué à la préservation du patrimoine culturel algérien à travers une série de chansons dont l'essence est inspiré de la profondeur du patrimoine amazigh et des mythes, notamment la chanson "Avava Inouva", un chef-d'œuvre ayant permis au chanteur d'atteindre l'universalité qui lui a ouvert de nouveaux horizons sur la scène artistique mondiale.

Né en 1949 dans le village d'Aït Lahcene dans la wilaya de Tizi-Ouzou, Idir, de son vrai nom Hamid Cheriet a témoigné de l'intérêt dès son jeune âge à l'art et à la chanson en s'initiant notamment à la guitare. Après des études universitaires en géologie, le défunt artiste, qui nourrissait une grande passion pour la musique, a commencé son périple artistique en 1973 et a atteint l'universalité en 1976 avec la chanson "Avava Inouva" diffusée dans 77 pays et traduite dans une vingtaine de langues.

Comptant près de 10 albums à son actif, Idir a également contribué à la pré-



servation du patrimoine oral amazigh de la femme en lui rendant hommage dans plusieurs de ses chansons. Et même s'il était discret, "l'artiste aimait partager avec d'autres chanteurs son espace d'expression "Zweet Rewit" avec Khaled, en lui donnant le titre "El Harba Wine" chanté par le roi du Rai, et "Azouawaw", une de ses meilleures chansons qu'il a chantée avec Cheb Mami et "Lafhama" ou "Thaghri Bougadhud" (Appel du peuple).

Avec une carrière de près de 50 ans, le défunt Idir a réussi son pari sur la scène artistique au service du patrimoine culturel algérien, tout en donnant une renais-

sance à sa langue maternelle dans sa dernière chanson "Ici et Ailleurs", interprétée en 2017 avec de grands noms de la chanson française tels Charles Aznavour, Francis Cabrel et Bernard Lavilliers.

L'interprète de la chanson éternelle, "A Vava Inouva", avait retrouvé son public en 2018, en animant deux concerts à la Coupole du complexe olympique, Mohamed Boudiaf, à l'occasion de Yennayer, le nouvel an amazigh avec plus de 5000 spectateurs, après une absence de près de 40 ans, de la scène artistique algérienne.

L'artiste Idir est décédé le 2 mai 2020 à Paris, à l'âge de 70 ans.

NASSIM TALEB

Un photographe-dessinateur soucieux du devenir de la Casbah d'Alger

Passionné d'arts et avide d'histoire du vieil Alger, Nassim Taleb, contribue grâce à son talent de photographe-dessinateur à immortaliser la Casbah d'Alger et à la sauvegarde de son patrimoine par le pinceau, l'acrylique et le crayon.

Né à Alger, Nassim Taleb, la cinquantaine à l'horizon, a réussi à faire de sa passion un moyen de lutte contre l'oubli et une manière de perpétuer un savoir-faire et un savoir-vivre millénaires qui caractérisaient ce lieu historique, représentatif du patrimoine mondial de l'humanité.

Il doit le développement de son talent de dessinateur notamment à son voisin architecte et plasticien et à son ami l'interprète de musique andalouse Tarek Hamouche, disparu tragiquement à la fleur de l'âge.

Ces deux personnes lui ont été d'un grand apport pour l'enrichissement de ses connaissances au moment où il découvre, au début des années 1990, son penchant pour le dessin et la peinture, puis pour l'art de la photographie et la musique Sana'a, le poussant à explorer ses passions malgré les moments difficiles qu'a traversés le pays. Il a découvert la Casbah d'Alger à



travers des anciennes photographies et autres cartes postales qu'il reprenait parfaitement par la technique du crayon ou celle de l'encre de Chine. Puis, un jour il décida de voir de ses propres yeux ce site, jusque-là, mystérieux pour lui.

Cette résolution lui permettra de prendre ses propres photographies et de rencontrer beaucoup d'artistes de différentes disciplines dont l'ébéniste Khaled Mahiout, ainsi que des historiens grâce auxquels, il développa ses connaissances sur l'histoire

des lieux, depuis l'époque Ottomane jusqu'à la période coloniale française. La baie d'Alger et ses mouettes, les ruelles de la Casbah, ses fontaines, ses mosquées, ses cafés maures, ses artisans, les pêcheurs du port d'Alger, et autant de scènes de vie sont représentées dans les œuvres de cette artiste autodidacte au talent avéré.

"La Casbah d'Alger, pour moi, est la source des arts et de la créativité. C'est le noyau de notre histoire.

Son état actuel, peu luisant, ne m'empêche pas d'imaginer

ses heures de gloire et d'essayer de les perpétuer à travers mes peintures", déclare-t-il à l'APS. "Tout Alger est un musée à ciel ouvert et pas seulement sa Casbah.

Nous ne nous rendons pas compte de cela car trop occupés par le train train quotidien. Mais, si on prend le temps de regarder ce qui nous entoure comme vestiges et lumières dans cette ville, on finit par tomber sous le charme", ajoute Nassim.

Les Algéroises voilées dans leur irremplaçable et élégant Haïek dont la blancheur éclatante rime avec pureté et bonté de l'âme des femmes d'antan, et reflète la lumière d'Alger qui ne cesse d'inspirer les personnes sensibles au beau, sont très présentes dans ses peintures.

Les œuvres de Nassim Taleb font oublier l'état, hélas, délabré d'une majeure partie de l'ancienne Médina d'Alger, et perpétuent ce rêve de la voir un jour renaître de ses cendres et reprendre ses couleurs, ses senteurs, et ce charmant brouhaha quotidien, témoin d'une cité en vie.

Il rêve de pouvoir les voir rassemblées dans un beau livre et accompagnées de textes inspirés ou puisés dans le patrimoine local algérois.

SÉNÉGAL

"La Rockeuse du Désert" au festival du film documentaire de Saint Louis

Le film-documentaire "La Rockeuse du Désert" sur Hasna El-Bacharia a été sélectionné au Festival international du film documentaire de Saint Louis au Sénégal, a révélé dimanche sa réalisatrice, Sara Nacer. "La Rockeuse du Désert" a été officiellement sélectionné par le festival (10 au 14 mai 2022) pour la "Compétition internationale", et ce dans la catégorie "Long Métrage", a-t-elle précisé à l'APS.

Cette œuvre cinématographique d'une durée d'une (1) heure et 15 minutes sera soumise, au cours du festival, à l'appréciation du jury de professionnels du cinéma, de la culture et de la critique cinématographique Sénégalaise, et ce pour le "Prix de TV5 Monde" dédié au meilleur documentaire, a-t-elle expliquée. "La Rockeuse du Désert", premier film-documentaire consacré à la diva de la musique Diwane et première femme à jouer avec virtuosité le Guembri, unique instrument à cordes de cette expression musicale et chorégraphique traditionnelle et réservé (Guembri) uniquement aux hommes (Maâlem), et qui retrace l'itinéraire géographique, social et culturel de Hasna El-Bacharia, a reçu auparavant le prix du meilleur long métrage documentaire au 38ème festival "Vues d'Afrique" qui s'est déroulé du 1er au 10 avril dernier à Montréal (Canada), rappelle la jeune cinéaste algéro-canadienne.

BOX OFFICE NORD AMÉRICAIN

"Les Bad guys" restent premiers de la classe

Le film d'animation "Les Bad guys" est resté à la tête du box-office nord-américain pour sa seconde semaine en salles, selon des chiffres provisoires publiés dimanche par le cabinet spécialisé Exhibitor Relations. Les animaux hors-la-loi cherchant tant bien que mal à devenir gentils, mis en scène par Dreamworks Animations, ont enregistré 16,1 millions de dollars pour leur second week-end d'exploitation au Canada et aux Etats-Unis. La deuxième place du podium est revenue à "Sonic 2", avec 11,4 millions de dollars récoltés. Dans cette suite des aventures du hérisson bleu, Jim Carrey reprend son rôle du méchant et moustachu docteur Robotnik, qui veut -- tout simplement -- détruire l'humanité, à moins que Sonic ne l'en empêche...

Le dernier opus de la série des Animaux fantastiques, "Les secrets de Dumbledore", arrive en troisième position pour la deuxième semaine consécutive.

Ce nouvel épisode de la saga dérivée du monde d'Harry Potter, centré sur la lutte d'Albus Dumbledore (Jude Law) contre le maléfique Gellert Grindelwald, joué par Mads Mikkelsen en remplacement de Johnny Depp, a engrangé 8 millions de dollars. À la quatrième place, le film d'aventures "The Northman", réalisé par Robert Eggers, a récolté 6 millions de dollars pour son second week-end de sortie. Ce long-métrage, dans lequel jouent Alexander Skarsgard et Nicole Kidman, relate la quête d'un prince nordique pour venger la mort de son père.

Pour compléter le top 5, "Everything everywhere all at once", un long-métrage entre science-fiction et absurde réalisé par le duo des Daniels, grimpe à nouveau dans le haut du classement pour sa 6e semaine avec 5,5 millions de revenus.

Voici le reste du top 10:

6. "Un talent en or massif" (3,9 millions de dollars)
7. "Le Secret de la cité perdue" (3,9 millions)
8. "Memory box" (3,1 millions)
9. "Father Stu" (2,2 millions)
10. "Morbis" (1,5 million)

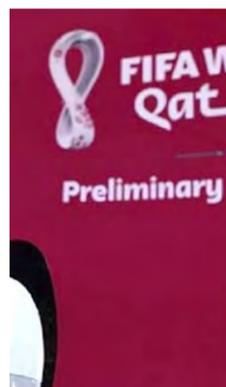
Le dollar au plus haut depuis près de 20 ans

Le dollar confortait son règne lundi, approchant son plus haut niveau depuis presque 20 ans face aux principales monnaies, dopé par les attentes d'un relèvement des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) mercredi. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres devises, grimpait de 0,72% à 103,70 points, proche de son sommet de décembre 2002 touché jeudi à 103,93 points. Le billet vert était porté par la tension des taux obligataires, avec le rendement sur les bons du Trésor américain à 10 ans atteignant le seuil de 3% pour la première fois depuis 2018 à la mi-séance à New York. "Les rendements à 10 ans à 3%, il fallait s'y attendre depuis longtemps", prévenait Mazen Issa de TD Securities. "Nous étions habitués à un monde aux taux d'intérêt très bas mais nous sommes face à un nouveau paradigme de l'inflation et il faut nous réajuster à ce à quoi ressemble un monde avec des taux plus élevés", soulignait l'analyste. Il pointait du doigt aussi la forte volatilité du marché des actions "qui vit aussi un cycle de transition avec la perspective de taux plus élevés". "Finis l'argent gratuit!", résumait-il. La Banque centrale américaine (Fed) se réunit mardi et mercredi et les marchés attendent de nouveaux signaux sur le rythme du resserrement monétaire. 99% des investisseurs prévoient une hausse des taux directeurs de 50 points de base pour les fixer à entre 0,75% et 1%, le premier tour de vis de cette ampleur depuis plus de 20 ans. Les investisseurs anticipent que ces taux au jour le jour, qui conditionnent tous les autres crédits, monteront à 3% d'ici 2023 dans un effort pour dompter l'inflation.



Madjer désigné ambassadeur de la Coupe du monde 2022

L'ancien joueur vedette de l'équipe nationale de football, Rabah Madjer, a été désigné ambassadeur de la Coupe du monde 2022 au Qatar (21 novembre - 18 décembre), a-t-il annoncé dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. "Je suis très heureux d'être nommé ambassadeur pour cette Coupe du monde 2022. J'espère être à la hauteur de cette mission qui nous attend. Il s'agit d'un Mondial très attendu pour la première fois dans un pays arabe. J'espère que ce sera une grande réussite. Je souhaite bonne chance à toutes les équipes qui vont y participer", a-t-il déclaré. Outre Madjer, les organisateurs ont désigné d'autres ambassadeurs pour promouvoir cet événement planétaire, à l'image de l'ancien international saoudien Naouaf Al-Temiat, l'ancien portier omanais Ali Al-Habssi, ou encore l'Égyptien, Mohamed Aboutrika.



Grippe aviaire : 16 millions de volailles abattues en France depuis novembre



Depuis le début de l'épizootie de grippe aviaire en novembre, 16 millions de volailles ont été abattues en France, un nombre d'abattages record sur le territoire, a indiqué lundi le ministère de l'Agriculture. "Le pic épidémique a été passé à la fin du mois de mars et l'épizootie décélère", a cependant relevé le ministère. Depuis le premier cas recensé dans le nord de la France fin novembre, 1 364 élevages ont été contaminés par le virus, dont 857 foyers recensés en Vendée (ouest de la France) et dans les départements limitrophes, où les autorités vident les élevages via des abattages massifs d'animaux malades mais aussi sains, de façon préventive. L'an dernier, près de 500 foyers avaient été recensés dans des élevages et 3,5 millions d'animaux, essentiellement des canards, abattus dans le pays.

Europe : l'obésité tue 1,2 million de personnes par an

Une "épidémie" de surpoids et d'obésité, responsable de plus de 1,2 million de décès par an, fait rage en Europe, s'inquiète mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un nouveau rapport. "Les taux de surcharge pondérale et d'obésité ont atteint des proportions épidémiques dans toute la région et continuent de progresser", a déploré dans un communiqué la branche européenne de l'organisation qui regroupe 53 Etats. En Europe, près d'un quart des adultes sont désormais obèses, rendant la prévalence de l'obésité plus élevée que dans toute autre région, à l'exception des Amériques, selon l'OMS. Aucun pays de la région ne peut actuellement prétendre stopper la progression et l'ampleur du problème s'est révélée avec force lors de la pandémie de Covid-19 où le surpoids était un facteur de risque. "L'augmentation de l'indice de masse corporelle est un facteur de risque majeur de maladies non transmissibles, notamment les cancers et les maladies cardiovasculaires", a souligné le directeur de l'OMS Europe, Hans Kluge, cité dans le rapport. Le surpoids et



l'obésité seraient ainsi à l'origine de plus de 1,2 million de décès par an, représentant plus de 13% des morts dans la région, selon l'étude. L'obésité est la cause d'au moins 13 types de cancer différents et susceptible d'être directement responsable d'au moins 200 000 nouveaux cas de cancer par an, selon l'OMS. "Ce chiffre devrait encore augmenter dans les années à venir", a prévenu l'organisation. Les dernières données complètes disponibles, qui remontent à 2016, montrent que 59% des adultes

et près d'un enfant sur trois (29% des garçons et 27% des filles) sont en surpoids sur le Vieux continent. En 1975, à peine 40% des adultes européens étaient en surpoids. La prévalence de l'obésité chez les adultes s'est envolée de 138% depuis cette date, avec une progression de 21% entre 2006 et 2016. D'après l'OMS, la pandémie de Covid-19 a permis de prendre la mesure de l'impact de l'épidémie de surpoids dans la région. Les restrictions (fermeture des écoles, confinement) ont parallèlement

"entraîné une augmentation de l'exposition à certains facteurs de risque qui influencent la probabilité qu'une personne souffre d'obésité ou de surpoids", a souligné M. Kluge. La pandémie est à l'origine de changements néfastes dans les habitudes alimentaires et sportives dont les effets, durables, doivent être inversés, a plaidé l'OMS. "Les interventions politiques qui ciblent les déterminants environnementaux et commerciaux d'une mauvaise alimentation (...) sont susceptibles d'être les plus efficaces pour inverser l'épidémie", a-t-elle estimé. Il convient également selon elle de taxer les boissons sucrées, subventionner les aliments bons pour la santé, limiter la commercialisation d'aliments malsains auprès des enfants et plébisciter les efforts pour encourager l'activité physique tout au long de la vie.

L'UNICEF manque de financements pour répondre aux besoins de 9,9 millions de personnes en Ethiopie

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a révélé lundi qu'il n'avait reçu que 22% des 351 millions de dollars nécessaires pour répondre aux besoins de 9,9 millions de personnes en Ethiopie. Dans un rapport sur la situation humanitaire publié par cette agence de l'ONU, elle indique avoir besoin de ces fonds pour répondre aux besoins de 9,9 millions de personnes impactées par les situations de sécheresse dans quatre régions d'Ethiopie. Cet appel à fonds de l'UNICEF en faveur de l'Ethiopie comprend également les fonds nécessaires pour venir en aide à 4,45 millions d'enfants dans ce pays. L'UNICEF a pour mission de fournir des aides d'importance vitale ainsi que des services de santé, de nutrition, d'éducation et sanitaires aux personnes dans le besoin. Le communiqué de l'UNICEF indique également que près de 650.000 enfants sont déscolarisés dans les régions d'Oromia, du Sud et de Somali à cause de la sécheresse. Selon ce communiqué, la sécheresse a contraint à la fermeture de quelque 2.000 écoles en Ethiopie. "Plus de quatre millions de personnes dans 214 points chauds des régions affectées par la sécheresse ont un besoin d'eau urgent", révèle le communiqué de l'UNICEF. La région de la Corne de l'Afrique, comprenant l'Ethiopie, est confrontée à sa pire sécheresse liée au climat depuis 40 ans.

14 décès et 605 blessés sur les routes en 72 heures

Quatorze (14) personnes ont trouvé la mort et 605 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant les dernières 72 heures à travers le territoire national, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Durant la journée du 2 mai, premier jour de l'Aïd, quatre (04) personnes ont péri et 281 autres ont été blessées sur les routes, dont trois (03) décédés et huit (08) blessés dans un accident enregistré dans la wilaya de Bouira, précise la même source. S'agissant du bilan des accidents de la route durant le mois de Ramadhan, la Protection civile fait état de 153 décès et 4537 blessés. Les secours sont également intervenus, durant la même période, dans plusieurs wilayas pour prodiguer des soins de première urgence à 20 personnes incommodes par le monoxyde de carbone (CO) émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles. Il est, toutefois, à déplorer le décès d'une fillette de 2 ans, asphyxiée par le gaz de ville à l'intérieur du domicile familial, sis dans la cité des 132 logements, commune et daïra de Chlef, ajoute-t-on. Les unités de la Protection civile ont également procédé à l'extinction de six (06) incendies urbains et divers dans les wilayas de M'Sila, Boumerdès, Mila, Bordj Bou Arréridj, Constantine et Ouargla, selon le même bilan.

AUX POINGS

«Je n'ai pas de problème à reconnaître mes erreurs, concernant mes récentes déclarations sur Gassama, j'estime qu'elles ont été mal interprétées et sorties de leur contexte, mais sur le fond je pense que j'étais obligé à lui signifier mon point de vue. Au moment où je lui ai parlé à l'aéroport, il était froid, il n'a même relevé la tête et n'a dit aucun mot. Je pense que le problème de l'arbitrage en Afrique est profond»

Le sélectionneur national Djamel Belmadi



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie
Publicité-ANEP :
1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :
- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :
6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :
Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgérie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

ESPAGNE

Le parti Vox demande l'abrogation du Traité de bon voisinage avec le Maroc

Le parti espagnol Vox a demandé, aux autorités de son pays de mettre fin à l'accord de bon voisinage avec le Maroc après le démantèlement d'un réseau de falsification de documents officiels, permettant d'accorder la nationalité espagnole à des enfants marocains nés dans un hôpital à Melilla.



Le parti espagnol a dans sa lettre dans laquelle il exige l'abandon du traité de bon voisinage avec son voisin du sud, le royaume marocain, indiqué, dimanche, que "c'est une erreur de plus (...) vis-à-vis d'un ennemi de la nation. Cet accord (de bon voisinage) n'a été respecté que par la partie espagnole, étant toujours à la merci des décisions unilatérales et caprices arbitraires des autorités du Royaume du Maroc", dénonce Vox dans un communiqué. Ainsi, le parti assure que cette situation est la conséquence de l'exemption de visa accordée aux Marocains de Tétouan et à l'accord de bon voisinage entre Madrid et Rabat, car c'est grâce à ces facilités que les femmes marocaines en état de grossesse avancé ont pu accéder à Melilla. Le démantèlement du réseau de falsification de documents officiels "n'est qu'un exemple de plus de la situation désastreuse que cette exemp-

tion de visa et l'accord (de 1991), toujours en vigueur, ont créée à Melilla", assure Vox, relevant que le Traité d'amitié et de bon voisinage avec Rabat "n'a pas bénéficié à l'Espagne". "Il nous a ramené la criminalité, l'immigration clandestine, les mineurs non-accompagnés et de graves problèmes de sécurité pour les citoyens", a-t-il déploré. Le 22 avril dernier, la police espagnole a mis la main sur un réseau de falsification de documents officiels, permettant d'accorder la nationalité espagnole à des enfants marocains nés à l'hôpital Comarcal de Melilla. L'opération a

permis, jusqu'à présent, l'arrestation de 51 personnes à Melilla et 28 dans la péninsule ibérique, alors que des avis de recherches ont été lancés contre 38 autres suspects, avait rapporté le journal espagnol El País. Les mères, célibataires ou mariées au Maroc, sont toutes des Marocaines avec résidence à Nador, entrées sans visa à Melilla dans un état de grossesse avancé pour y donner naissance à leurs bébés. Dès leur arrivée dans l'enclave espagnole, des intermédiaires se chargent de persuader des hommes, souvent d'origine marocaine détenteurs de la nationalité espagnole, de reconnaître les nouveau nés comme étant leurs enfants biologiques dans le registre de l'état civil de Melilla, en échange de sommes oscillant entre 1.500 et 3.000 euros. En tout, 78 bébés marocains, selon la police, ont été ainsi inscrits dans le registre d'état civil de la ville autonome en tant qu'Espagnols, fait savoir El Faro de Melilla. "Que va-t-il se passer lorsque la frontière (avec le Maroc) rouvrira ? Quelles mesures sanitaires et sécuritaires sont prévues pour contrôler les entrées dans notre ville ?", se demande le parti qui dit ne pas comprendre les raisons de ce "secret d'Etat" autour de ces mesures.

APRÈS SA SORTIE DU CAPITAL DU GROUPE PUBLIC RUSSE ROSNEFT British Petroleum perd gros

Le géant des hydrocarbures britannique BP a encaissé une très importante perte au premier trimestre en raison de sa sortie du capital du groupe pétrolier public russe Rosneft et ce malgré une envolée des recettes consécutive à la flambée des cours du pétrole et gaz. Selon le communiqué du pétrolier, la perte nette atteint 20,4 milliards de dollars, contre un bénéfice de 4,7 milliards un an plus tôt, bien que le chiffre d'affaires ait bondi à 51,2 milliards de dollars, en hausse de 40,3%.

«Lors d'un trimestre dominé par les événements tragiques en Ukraine et par la volatilité des marchés de l'énergie, la priorité de BP a été de fournir l'énergie fiable dont ont besoin nos clients», a déclaré le directeur général Bernard Looney. «Notre décision en février de nous séparer de notre participation dans Rosneft se traduit par une forte perte [...] mais n'a pas changé notre stratégie, notre cadre financier ou nos attentes en terme de distribution [de dividendes] aux actionnaires», a-t-il ajouté.

«Et il est important de noter que BP continue [...] de produire des hydrocarbures résilients pour assurer la sécurité énergétique tout en investissant avec rigueur dans la transition énergétique», a poursuivi le directeur général. La sortie de Rosneft se solde par une charge avant impôt de 25,5 milliards de dollars liée à la perte des revenus en Russie. Hors cette charge massive, BP affiche un bénéfice sous-jacent de quelque 6 milliards de dollars. BP avait annoncé trois jours après le début de l'opération militaire russe en Ukraine qu'il allait sortir de Rosneft, dans lequel il détenait jusqu'alors une participation de 19,75%. Le groupe pétrolier britannique était présent depuis plus de 30 ans en Russie et comptait, depuis 2013, parmi les actionnaires de Rosneft.

R. E.

COMMIS PAR L'OAS LE 2 MAI 1962

Hommage aux victimes de l'attentat du port d'Alger

Une cérémonie commémorant le 60e anniversaire de l'attentat à la voiture piégée commis par l'organisation de l'armée secrète française (OAS) au port d'Alger, a été organisée, lundi, à Alger, à la mémoire des victimes de l'acte des terroristes de l'OAS. La cérémonie de recueillement s'est déroulée en présence du PDG de l'Entreprise portuaire d'Alger EPAL, Larbi Mohamed, des travailleurs du port, de moudjahidine, de citoyens, de représentants des ministères des Moudjahidine et des Transports, de l'Organisation nationale des moudjahidine ONM, des autorités locales et militaires de la wilaya d'Alger et des représentants des corps de la Sûreté nationale, des douanes et de la Protection civile. Le directeur général adjoint de l'EPAL, Beskri Rabah a déclaré à cet occasion que « ce souvenir douloureux est une halte importante dans l'histoire de la lutte du peuple algérien » et marquera, a-t-il poursuivi « le parcours militant des

travailleurs algériens qui aspiraient à l'époque à l'indépendance de l'Algérie et au recouvrement de la souveraineté nationale ». Il est à rappeler que les terroristes de l'armée secrète française ont ciblé, en ce 2 mai 1962, les algériens, par un attentat à la voiture piégée commis au lendemain de la célébration du 1er mai, de la journée internationale des tra-

vailleurs, en ciblant le centre de recrutement des travailleurs du port d'Alger, qui fait 200 martyrs algériens et plus de 250 blessés.

Une gerbe de fleurs a été déposée, lundi, sur la stèle commémorative des victimes du massacre barbare de l'OAS, à l'entrée principale du Port d'Alger.

A. Mounir

ARMÉE DE LIBÉRATION SAHRAOUIE Nouvelles attaques contre des forces de l'occupation marocaine à Mahbes

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené, lundi, de nouvelles attaques contre les forces de l'occupation marocaine dans les régions de Sabkhat Tenouchad, Amitir Lamkhinza et Laakad (secteur Mahbes, leur causant de lourdes pertes matérielles et humaines, a indiqué le ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué militaire N522 rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS), "les unités avancées de l'armée sahraouie ont bombardé les sites des forces de l'occupation marocaine dans la région de Sabkhat Tenouchad et Laakad (secteur Mahbes)". Les unités de l'APLS ont également bombardé le siège de commandement du 43e bataillon de l'occupation marocaine à la région d'Amitir Lamkhinza (secteur Mahbes), ajoute-t-on de même source.

R. I.

SOUS-RIRE

